



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 5 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1962

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
139

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4241

Περὶ κυρώσεως συμφωνίας μεταξὺ Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, Παγκοσμίου Ὄργανώσεως Ὑγείας καὶ Ἰδρύματος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδικὴν ἡλικίαν, ὡς καὶ τῶν ἐπ' ἀριθ. 91)26.5.1960, 44)20.3.1961 καὶ 150)5.10.1961 Πράξεων τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἰδρυοσιν καὶ λειτουργίαν τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος (Π.Υ.Μ.).

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 19 Ἰουνίου 1962 σύμφωνον γνώμη τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἀρθρου 35 Εἰδικῆς

Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσταμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν Νόμου ἀφ' ἧς ὑπεγράφη ἢ ἀπὸ 25 Νοεμβρίου 1959 συμφωνία μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως τῆς Παγκοσμίου Ὄργανώσεως Ὑγείας (L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE) καὶ τοῦ Ἰδρύματος τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Παιδικὴν ἡλικίαν (LE FONDES DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE) ἧς τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

PLAN D'OPERATIONS POUR UN PROJET DE ZONE DE DEMONSTRATION DE SANTE PUBLIQUE EN GRECE

Le Gouvernement de la Grèce, dé nommé ci après «le Gouvernement», et l'Organisation Mondiale de la Santé, dénommée ci-après «l'OMS», et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, dénommé ci-après «l'UNICEF»,

Désireux de parvenir à un accord sur un projet de zone de démonstration de santé publique en Grèce, notamment sur le but et la portée du projet et sur les obligations qui seront assumées par chacune des Parties,

Déclarant qu'ils désirent s'acquitter de ces obligations dans un esprit d'amicale collaboration,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article I

Base des Relations

L'accord de base relatif à octroi d'une assistance technique conclu le 10 février 1956 entre le Gouvernement de la Grèce d'une part, et les Organisations représentées au Bureau de l'Assistance Technique d'autre part, et l'accord de base conclu entre le Gouvernement de la Grèce et l'UNICEF le 14 octobre 1947, définissent les relations entre le Gouvernement et les Organisations participantes pour l'exécution de ce projet ; les articles du présent Plan d'opérations doivent être interprétés à la lumière des Accords de base respectifs.

Article II

Zone d'opérations

I. La région retenue pour la zone d'opérations est constituée par les 4 «nomoi» ou départements de Thessalie (Karditsa-Trikala-Larissa et Magnésie) avec son centre à Larissa. Du point de vue historique, géographique, économique et sociologique, cette zone constitue une région naturelle, représentative des conditions moyennes de l'ensemble du pays. Sa superficie est de 13.984 km² (10, 35 o) de la surface totale de la Grèce) et sa population est* de 628.941 habitants, dont plus de 40 o) sont représentés par des mères et des enfants au-dessous de 14 ans.

D'autre part, Larissa, centre de la zone, se trouve à égale distance des deux villes universitaires, Athènes et Salonique.

*Données extraites du dernier recensement (1951).

2. Pour certains besoins ou certaines activités spéciales, il est envisagé d'étendre le domaine de la zone ci-dessus définie aux «nomoi» limitrophes : Ioannina, Thesprotie et Arta, qui constituent la région naturelle d'Épire, et Etolo-Acharrania et Evritanie qui constituent la région naturelle de Grèce occidentale. L'ensemble de ces 6 «nomoi» a une superficie de 16.191 km², avec une population de 587.298 habitants.

Les conditions de l'Épire et de la Grèce occidentale sont sensiblement différentes de celles de la Thessalie, avec un habitat très dispersé et souvent isolé, des communications difficiles, un niveau économique, social et éducatif relativement bas, ceci faisant obstacle à l'implantation d'un réseau complet et bien articulé de centres sanitaires fixes, tels que prévus par la loi de 1955 sur la protection sanitaire rurale.

De plus, une partie de l'Épire se trouve être le siège d'un programme d'expérimentation et de démonstration pour les régions en voie de développement mis en oeuvre par l'Agence Européenne de Productivité (OECE) ainsi, que d'un programme d'éducation des adultes mis en oeuvre par l'UNESCO.

Article III

Buts

Le Gouvernement, avec l'assistance initiale de l'OMS et de l'UNICEF a en vue la réorganisation et le développement des services sanitaires dans l'ensemble du pays, principalement dans les zones rurales, avec une attention particulière à la protection totale des mères et des enfants, Un tel objectif comporte essentiellement :

— la réforme de l'administration sanitaire actuelle sur la base de la régionalisation, grâce à la création d'«Unités» de Santé» intermédiaires entre l'échelon local (nomoi) et l'échelon national (Ministère de la Prévoyance sociale) ;

— la recherche d'une coordination complète, efficace et économique de tous les services existants, quel que soit le type d'administration (publique, privée ou semi-publique) dont ils relèvent, de manière à éviter aussi bien des lacunes que des doubles emplois ;

— la création de services nouveaux, au fur et à mesure que leurs besoins respectifs apparaîtront et que le personnel compétent nécessaire sera disponible ;

— la formation pratique, et dans certain cas accélérée, sur le terrain même et dans les conditions de leur travail, des diverses catégories de personnel sanitaire, ainsi que des stages de perfectionnement pour le personnel déjà formé ;

— l'achèvement d'un programme général de santé publique, envisagé au triple point de vue de la médecine soins, de la prévention et de l'éducation sanitaire.

Article IV

Méthodes

Les parties en cause ont convenu que la meilleure méthode pour parvenir aux objectifs précédemment indiqués était la constitution de la région de Thessalie ci-dessus définie à l'Article II comme zone d'opérations, et l'utilisation de cette zone à des fins de démonstration, d'enseignement et de recherche, les différents aspects du programme étant mis en oeuvre et évalués dans un cadre limité en vue de leur extension progressive aux régions limitrophes et au reste du pays.

Article V

Plan d'action

(Plan-cadre)

1. Le plan d'action (Plan-cadre) envisagé pour le présent projet est indiqué ci-après dans ses grandes lignes. Il sera éventuellement révisé, et un ou plusieurs plans d'opérations détaillés seront élaborés, à la suite des études entreprises sur le terrain et des recommandations spécifiques formulées conjointement par les experts nationaux et les consultants de l'OMS cités ci-après à l'Article VII, et après discussions entre le Gouvernement, l'OMS et l'UNICEF. Ces plans subsidiaires seront considérés comme des Avenants au présent Plan d'action (Plan-cadre).

I. I Structure administrative et technique
1.1.1 à l'échelon national, il sera créé :

a) un Comité central de coordination groupant les représentants du Ministère de la Prévoyance sociale et des autres Ministères intéressés aux questions sanitaires et sociales (Ministère du Travail de l'Éducation nationale, de l'Agriculture, des Travaux publics, de la Coordination, de l'Intérieur), les représentants des organismes d'Assurances sociales (IKA), les représentants des institutions semi-publiques et privées (PIKPA), Croix-Rouge, Fonds du Roi, Fonds de la Reine), représentants des organisations internatio-

nais ou intergouvernementales (OMS, Bureau de liaison de l'UNICEF, UNESCO, OEECE) et le Directeur de la zone d'opérations. La liste des membres du Comité central n'est pas limitative et pourra comprendre des représentants d'autres administrations ou institutions qui par la suite seraient amenées à collaborer à ce programme.

Le Comité central de coordination tiendra chaque année deux réunions ordinaires, l'une pour l'examen du rapport annuel du Directeur de la zone d'opérations et l'examen du budget de l'année écoulée, l'autre pour l'approbation du programme et du projet de budget pour l'année suivante. Il tiendra en outre autant de réunions extraordinaires que les circonstances l'exigeront.

C'est au Comité central qu'il appartiendra de proposer à la décision du Ministre de la Prévoyance sociale l'application ou l'extension au reste du pays des mesures mises à l'essai, dans la zone d'opérations, après évaluation des résultats obtenus. Le Ministère de la Prévoyance sociale assurera le secrétariat de ce Comité. Il désignera un fonctionnaire, responsable en permanence de la liaison avec la zone d'opérations.

b) Le Comité central de coordination constituera un sous-comité, dédoublé sous-comité technique et scientifique, comprenant des représentants du Ministère de la Prévoyance sociale, de l'École d'Hygiène d'Athènes, des Universités d'Athènes et de Salonique, le Directeur de la zone d'opérations et son assistant pour la Direction des Etudes ci-dessous désigné en 1.1.2 (b).

Le Comité technique et scientifique fixera lui-même la périodicité de ses réunions.

Il aura à recommander, à approuver et à évaluer, d'une part les programmes de formation du personnel, d'autre part les projets d'études et de recherches confiés à la zone d'opération.

Les deux Comités ci-dessus désignés auront leur siège au Ministère de la Prévoyance sociale à Athènes.

1.1.2 à l'échelon régional (Larissa), il sera créé :

a) Un Comité régional consultatif comprenant les «nomarches» ou les Directeurs des «nomarchies» des 4 «nomoi» de Thessalie, les «nomiatries» et un représentant de chaque ministère, administration et institution cités à l'échelon national, le Directeur du Centre de Prévoyance sociale de Larissa, et le Directeur de la zone d'opérations, qui assurera le secrétariat de ce Comité.

Le Comité régional consultatif fixera lui-même la périodicité de ses réunions. Il assurera le contrôle des diverses activités de la zone d'opérations et présentera ses propositions à l'avis ou à la décision du Comité central de coordination.

b) Une Direction de la zone d'opérations, qui comprendra :

— Le nomiatre du nomos de Larissa, Directeur, de la zone d'opérations (Région de Thessalie) chargé, dans une période transitoire, de la supervision des activités spéciales qui pourraient être mises en oeuvre dans la zone d'extension d'Épire et de Grèce occidentale ;

— 2 assistants directs : un nomiatre adjoint, plus spécialement responsable des tâches administratives et techniques courantes du nomos de Larissa; un Directeur des études et de l'enseignement pratique, membre de l'École d'Hygiène d'Athènes et détaché par cette École auprès de la zone d'opérations;

— un médecin, Chef du Laboratoire de Santé publique régional;

— un statisticien (médecin);

— un ingénieur sanitaire;

— une infirmière visiteuse chef;

— un éducateur sanitaire;

— un médecin, inspecteur de PIKPA;

— du personnel administratif, de secrétariat et des services généraux.

A ce personnel fixe et à temps complet, s'ajoutera un personnel consultant à temps partiel, constitué d'une part par les chefs des différents services permanents de l'Hôpital de Larissa, d'autre part par des spécialistes non disponibles localement et qui seront appelés à venir régulièrement dans la zone d'opérations, soit d'Athènes, soit de Salonique.

En outre, le personnel déjà en fonctions à la nomiatre de Larissa (agents sanitaires, paludologues, personnel de secrétariat et des services généraux, etc.) collaborera aux activités de la Direction de la zone d'opérations.

e) Des facilités de locaux et d'installation matérielle, qui comprendront :

— un bâtiment à Larissa pour loger les bureaux de la zone d'opération;

— un centre d'hébergement pour les stagiaires des différents programmes d'enseignement indiqués ci-dessous en 1.3. Le bâtiment du «Greek War Relief» de Pharsala, à 50 km de Larissa, sera utilisé à cet effet, après avoir subi les transformations et les aménagements nécessaires.

1.2. Organisation de la zone d'opérations

L'organisation de la zone d'opérations comportera essentiellement les mesures suivantes, qui contribueront à en faire la première unité de santé régionale en Grèce ayant son siège à Larissa.

1.2.1 Coordination des activités existantes

Le Directeur de la zone d'opérations étudiera et mettra en oeuvre les moyens de coordination indispensables entre les divers éléments dépendant du Ministère de la Prévoyance sociale (hôpitaux, stations sanitaires, dispensaires communaux et ruraux), avec les services d'autres Ministères (Éducation nationale Travail, etc.) concourant à la protection de la santé, publique, avec les organismes de sécurité sociale (IKA) avec les institutions sanitaires et sociales et autres privées ou jouissant d'un statut particulier (Croix-Rouge) oeuvres Philanthropiques diverses) et plus spécialement avec PIKPA, selon les principes généraux énoncés ci-dessous en 1.2.2. en ce qui concerne cette dernière organisation.

La coordination portera sur le plein emploi et l'utilisation rationnelle de tout le personnel et de tous les locaux et matériels disponibles, dont un inventaire exact aura été préalablement dressé et comportera une supervision adéquate du personnel.

Un règlement sanitaire type et un service organisé des vaccinations seront appliqués à l'ensemble des communes. Un système de «carnet de santé» qui suivra l'enfant au cours de son développement, ainsi que de fiches de liaison entre les différents services sera mis en place.

La coordination prendra la forme d'une hiérarchisation en ce qui concerne la structure hospitalière, où l'hôpital du siège de la région (Larissa) après avoir été complété dans les conditions indiquées ci-dessous en 1.2.3 sera promu au rang de Centre hospitalier régional, auquel seront rattachés les hôpitaux des autres nomoi et les stations sanitaires.

En ce qui concerne l'articulation des stations sanitaires et des dispensaires communaux et ruraux, un système plus souple et mieux adapté aux variations des conditions locales, tout en restant dans le cadre général de la loi de 1955, sera étudié et mis à l'épreuve. Ce système pourra comprendre une répartition différente des médecins et du personnel paramédical et par fois même leur regroupement, en tenant compte de-

moyens de déplacement qui pourraient être mis à leur disposition.

Un effort devra être fait pour inclure les médecins praticiens et les hôpitaux privés dans un système général et bien coordonné de protection de la santé publique, auquel ils pourront accepter de s'associer.

Le Directeur de la zone d'opérations organisera des réunions régulières de tout le personnel collaborant aux activités de la zone. Il sera utile également qu'un bulletin d'information soit créé et périodiquement diffusé.

1.2.2. Rôle des unités mobiles

La recherche d'une coordination aussi parfaite que possible s'appliquera tout particulièrement au travail des unités mobiles de PIKPA, tant celles actuellement en fonction dans la zone d'opérations de Thessalie que celles qui pourraient être créées dans les zones d'extension nouvelles d'Épire et de Grèce occidentale.

A cet effet, les principes généraux suivant seront sauvegardés :

a) Dans la zone pilote de Thessalie, qui devra être par priorité et dans toute la mesure du possible complètement équipée en centres sanitaires fixes, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous en 1.5, on s'attachera à une véritable «reconversion» des responsabilités actuelles des unités mobiles.

Cette reconversion les orientera, selon les cas et après étude approfondie de chaque proposition nouvelle, vers l'une ou l'autre des activités suivantes :

— consultations spécialisées de pédiatrie, mises périodiquement à la disposition d'un secteur géographique déterminé, pour l'examen des cas difficiles, non aigus, tels que malformations congénitales troubles nutritionnels et du développement, affections chroniques, dépistage et orientation des infirmes, etc.

— consultations spécialisées d'hygiène mentale infantile, comportant une équipe de pédo-psychiatres, psychologues, éventuellement rééducateurs; protection sanitaire et sociale des enfants placés hors du domicile de leurs parents;

— consultations d'hygiène scolaire pour les communes rurales dispersées et isolées;

— consultations d'hygiène dentaire;

— participations à des programmes spéciaux (lutte anti-tuberculeuse par exemple) qui pourraient faire l'objet de plans séparés;

— études et enquêtes épidémiologiques, au sens le plus large du terme, analogues à celles qui ont déjà été entreprises (goitre-helminthiases).

Ces différentes activités, dont la liste n'est évidemment pas limitative, pourront être combinées dans le calendrier de travail d'une même équipe.

Dès que l'implantation dans la zone pilote d'un armement sanitaire fixe et du personnel correspondant le permettra, les équipes mobiles de Thessalie seront progressivement retirées pour être utilisées dans d'autres régions de la Grèce.

b) En ce qui concerne la zone d'extension d'Épire, les nouvelles unités mobiles pourront, soit jouer l'un des rôles définis ci-dessus, sur la base de l'expérience acquise dans la zone d'opérations de Thessalie, soit, pendant une période transitoire, pallier la déficience actuelle de centres sanitaires fixes.

Dans ce dernier cas, l'unité mobile ne devra pas être considérée seulement comme un élément du service de protection maternelle et infantile, mais comme un véritable dispensaire polyvalent itinérant, qui assurera la protection sanitaire de la population (curative, préventive et éducative) de l'ensemble de la population des villages visités.

c) Quelle que soit leur orientation (service spécialisé ou dispensaire polyvalent) les unités mobiles,

de même d'ailleurs que les consultations fixes de protection maternelle et infantile de PIKPA, s'engageront dans la pratique d'une éducation sanitaire directe et active, par tous les moyens qui seront mis à leur disposition et après formation de leur personnel aux méthodes et aux techniques modernes.

d) En ce qui concerne l'application de ce programme, les centres fixes de consultations et unités mobiles de PIKPA seront placés du point de vue technique sous l'autorité de chacun des nomiatres, qui dans leurs secteurs respectifs, en disposeront selon les modalités qu'ils jugeront les plus rationnelles. Il sera clairement établi, par exemple, que dans le cas où la même sage-femme ne pourra assurer les soins pré-nataux l'accouchement et les soins post-nataux, une liaison étroite et effective jouera entre les sage-femmes et infirmières visiteuses de l'organisation PIKPA et leurs collègues des stations sanitaires et dispensaires ruraux ou communaux.

e) En ce qui concerne l'application de ce programme, on s'attachera à réaliser par étapes et après étude de chaque cas particulier une égalisation des rémunérations de toutes sortes entre les membres du personnel correspondants de PIKPA et du Ministère de la Prévoyance sociale.

f) Enfin, toutes les situations et tous les cas particuliers relatifs à la suppression ou à la «reconversion» d'unités mobiles dans les différentes régions feront l'objet d'une évaluation périodique et de décisions prises par le Directeur de la zone d'opérations, après avis du Comité régional de coordination.

1.2.3 Services nouveaux

En plus des activités originales suggérées ci-dessus pour les unités mobiles, les services nouveaux ci-après seront créés dans la zone d'opérations.

a) Laboratoire régional de santé publique

Ce laboratoire sera établi à Larissa, dans des locaux distincts du Laboratoire de l'Hôpital.

Il sera chargé, pour toute l'étendue de la zone d'opérations, du contrôle de l'eau, du lait et des produits alimentaires d'une part, des examens épidémiologiques d'autre part. Il participera à des activités d'études et de recherche.

Son personnel comprendra un médecin biologiste directeur, cité au paragraphe 1.1.2 (b) ci-dessus, un technicien de laboratoire et le personnel auxiliaire et des services généraux nécessaires.

b) Renforcement des services hospitaliers

Le service de pédiatrie de l'Hôpital de Larissa sera complété et comprendra un service de soins aux enfants prématurés pour toute l'étendue de la zone d'opérations. Il fonctionnera sous l'autorité d'un pédiatre, avec le personnel spécialisé nécessaire.

Le laboratoire clinique de l'Hôpital de Larissa sera renforcé, ainsi que les services de radiologie. Ultérieurement, la création de services hospitaliers pour les maladies chroniques et la gériatrie sera envisagée.

Ces différents développements tendront à promouvoir l'Hôpital de Larissa au rang de Centre hospitalier régional.

Certains services des hôpitaux des nomoi de la région seront également renforcés (pédiatrie, laboratoire).

c) En liaison avec le laboratoire régional de santé publique et les différents services hospitaliers, les secteurs d'activité suivants de la zone d'opérations seront créés et fonctionneront sous l'autorité des chefs de service ou des consultants cités sous 1.1.2 (b) ci-dessus :

- statistiques sanitaires
- épidémiologie
- assainissement du milieu
- lutte antituberculeuse
- hygiène mentale

- protection maternelle et infantile
- maladies chroniques et dégénératives
- soins infirmiers
- éducation sanitaire.

1.3. Formation du personnel

Tous les services de soins médicaux, de prévention et d'éducation sanitaire de la zone d'opérations, existants ou à créer, seront utilisés pour la formation pratique en santé publique du personnel.

Cette formation intéressera par priorité le personnel de la zone d'opérations (Thessalie) et s'étendra progressivement à celui des autres régions. Elle s'adressera aux médecins des stations sanitaires, dispensaires ruraux et communaux, centres de protection maternelle et infantile (PIKPA), scholiatres etc., aux infirmières de santé publique (infirmières diplômées, infirmières dites d'«une année»), aux auxiliaires rurales aux inspecteurs et agents sanitaires, enfin à des catégories de personnel autres que le personnel médical et para-médical et telles par exemple que les responsables locaux de la zone de démonstration et de développement d'Epire (OECE, UNESCO).

L'enseignement, essentiellement pratique, comprendra d'une part une formation de base de santé publique, d'autre part des cours de perfectionnement périodique.

La formation de base de santé publique sera donnée à des promotions successives de 20 à 25 stagiaires logés au Centre de Pharsala, pour une durée d'un mois pendant 9 mois chaque année, soit 200 stagiaires par an environ.

L'enseignement sera placé sous la responsabilité du Directeur de la zone d'opérations et de son assistant, le Directeur des études, chargé de l'élaboration détaillée des programmes. Les personnels à temps complet et à temps partiel de la zone d'opérations collaboreront à cette activité, ainsi que des spécialistes de l'École d'Hygiène d'Athènes et des Universités d'Athènes et de Salonique. La formation donnera un minimum de conférences et un maximum de groupes de discussions, d'exercices pratiques et de travaux sur le terrain. Un certificat sera attribué aux stagiaires, à la fin de chaque session.

En plus de la formation accélérée ci-dessus indiquée, il sera envisagé de créer un enseignement systématique à l'intention des auxiliaires rurales.

1.4 Etudes et Recherches

Les facilités de la zone d'opérations seront mises à profit systématiquement pour toutes activités d'études et de recherches décidées par le sous-comité technique et scientifique.

Le personnel de la zone d'opérations sera associé à ces activités ainsi d'ailleurs que, le cas échéant, les stagiaires des cours de formation pratique.

Les études et les recherches seront entreprises dans 3 domaines: sanitaire, administratif et opérationnel, évaluation.

Les résultats des études et des recherches seront consignés dans des rapports et des publications, qui recevront la diffusion qui sera jugée utile.

2. Bénéficiaires

Le nombre des bénéficiaires comprendra, tout au moins dans la première phase du projet, la population de la région de Thessalie dont le nombre, ainsi que la proportion des mères et des enfants, est indiqué ci-dessus à Article II.

Le nombre des bénéficiaires dans les phases suivantes sera indiqué ultérieurement.

3. Echelonnement chronologique des opérations

Les parties au présent plan s'engagent, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de leurs obligations respectives conformément au tableau chronologique suivant:

1959: préparation de la zone d'opérations, constitution des comités prévus ci-dessus en 1.1, choix et désignation du personnel de direction, formaton de ce personnel grâce à des courses d'études de l'OMS, étude des différents points du programme par les spécialistes nationaux avec l'aide des consultants fournis par l'OMS

1960: première fourniture de matériel et d'équipement de l'UNICEF. Equipement, désignation du personnel complémentaire et début des stages de formation pratique par priorité pour le nomos de Larissa, puis pour les 3 autres nomoi de la zone d'opérations (Thessalia).

Mise en oeuvre du programme dans la zone de démonstration de l'OECE en Epire (Konitsa, Zagori, Paracalamos).

Implantation des nouvelles unités mobiles dans les nomoi de Thesprotie, Jannina et Etolo-Acharnania.

1961 et années suivantes: extension du programme au reste de la zone considérée dans ce plan, dans des conditions qui se sont précisées ultérieurement.

4. Evaluation

Le Gouvernement et l'OMS assureront conjointement la responsabilité de l'évaluation du présent projet, pendant tout sa réalisation. Le Gouvernement poursuivra l'évaluation après la période de collaboration internationale. Le plan d'opérations, et toutes mesures détaillées visant à son application, seront réexaminés et modifiés par consentement mutuel, chaque fois qu'il sera considéré comme nécessaire de la faire d'après l'évaluation du projet.

Article VI

Administration et répartition des responsabilités

1. Le projet sera exécuté sous la responsabilité du Gouvernement avec les conseils techniques de l'OMS et l'assistance matérielle de l'UNICEF.

2. L'OMS sera représenté par son Bureau régional de l'Europe dans l'exercice de toutes les fonctions, activités, droits et obligations découlant pour elle du présent Plan d'opérations, et tout personnel affecté au projet par l'OMS sera responsable devant l'OMS et agira sous son contrôle et sous sa direction par l'intermédiaire du Bureau régional.

Pour toute question concernant l'assistance technique à fournir en exécution du présent Plan d'opérations, l'OMS, par l'intermédiaire de son Bureau régional, traitera avec le Ministère de la Prévoyance sociale.

Article VII.

Obligations de l'OMS

L'OMS s'engage à procurer, en application du Programme élargi d'Assistance technique en vue du développement économique et sous réserve des disponibilités financières les prestations suivantes;

1959: — 1 consultant pour l'administration de la Santé publique: 2 mois

— 1 consultante pour les soins infirmiers: 1 mois

— Bourses d'études: 12 mois

1960: — Consultants: 6 mois (détails à préciser ultérieurement)

— Bourses d'études: 4 mois

1961: — Consultants: 6 mois (détails à préciser ultérieurement)

— Bourses d'études: 6 mois

Année ultérieures: à préciser ultérieurement.

Article VIII

Obligations de l'UNICEF

I. L'UNICEF s'engage à fournir, jusqu'à concurrence d'environ \$ 75.000 frais d'expédition inclus, le matériel et les prestations suivantes:

a) Equipement de base pour la protection maternelle et infantile .

Ποια Pour 5 stations sanitaires et 80 dispensaires ruraux et communaux ; pour les services pédiatriques et obstétriques de l'hôpital régional de Larisse; équipement dentaire transportable.

b) Equipement de Laboratoire.

Pour le Laboratoire régional de santé publique de Larissa; équipement supplémentaire pour les 4 hôpitaux des nomoi;

c) Equipement d'instruction et d'information.

Pour le centre de Pharsala et le siège régional de Thessalie; pour l'éducation sanitaire de la population ;

d) Transport

4 voitures pour l'inspection de la zone d'opérations

5 voitures pour 5 stations sanitaires

4 voitures pour 4 unités mobiles supplémentaires

2 voitures pour le transport des stagiaires

e) Allocations d'études

Pour les cours donnés au centre de Pharsala — 100 stagiaires d'un mois chacun à \$ 50 par mois.

2. Il est entendu que l'UNICEF pourra être saisi de demandes de fournitures supplémentaires. La contribution totale de l'UNICEF telle qu'elle est envisagée s'élèverait à \$ 150, 000.

Article IX.

Obligations du Gouvernement

1. Sous réserve des dispositions des Articles VII et VIII, le Gouvernement procurera intégralement le personnel, les matières premières, les fournitures, le matériel et les fonds afférents aux dépenses locales qui seront nécessaires pour l'exécution du projet, et notamment :

a) Personnel— Le Gouvernement s'engage à fournir dès la mise en train du projet le personnel supplémentaire désigné ci-dessus à l'Article V et plus particulièrement en 1.1.2 et 1.2.3.

D'autre part, il s'engage en 1959 et 1960 à pourvoir par priorité absolue en personnel médical et para-médical qualifié les postes vacants qui pourraient exister dans le nomos de Larissa, puis dans les autres nomoi de Thessalie. Dans les mêmes conditions, les postes vacants dans la zone d'extension du projet devront être progressivement comblés pendant les années suivantes.

b) Locaux— Dans la phase initiale du projet, le Gouvernement s'engage à effectuer les aménagements matériels et les constructions nouvelles, ainsi qu'à assurer la libre disposition des locaux désignés ci-dessus à l'Article V et plus particulièrement en 1.1.2 (c) et 1.2.3.

c) Recrutement des stagiaires— Le Gouvernement s'engage à payer les frais de voyage des stagiaires des cours de formation pratique ci-dessus désignés à l'Article V (1.3).

2. Le Gouvernement prendra également à sa charge:

a) Les frais d'entrepôt et de transport, à l'intérieur du pays, du matériel et des fournitures de l'UNICEF.

b) Les communications téléphoniques, télégraphiques et postales nécessaires.

c) Les frais de carburant et d'entretien et le coût des pièces de rechange* pour les véhicules fournis par l'UNICEF.

d) Les dépenses relatives à la publicité donnée au programme.

e) Les dépenses accessoires qui pourraient être nécessaires pour la bonne exécution du programme.

*Sous réserve qu'il soit possible de se procurer ces pièces dans le pays.

3. Le Gouvernement procurera au personnel international fourni par l'OMS :

a) Les bureaux, le mobilier, le matériel, les fournitures de bureau et le personnel de secrétariat nécessaires,

b) les moyens de transport, au lieu d'affectation et pour les déplacements de service à l'intérieur du pays, y compris le transport du lieu de résidence au lieu de travail, et retour,

c) une aide pour l'obtention de logements appropriés pour la période des fonctions officielles dans le pays,

d) toutes autres facilités dont le Gouvernement et les organisations participantes pourront convenir.

4. Rapports établis par le Gouvernement

Le Gouvernement tiendra l'OMS et l'UNICEF au courant des progrès réalisés dans l'exécution du projet. Les rapports nécessaires à cette fin seront préparés périodiquement par le Gouvernement, ou en son nom, et soumis aux Parties.

5. Publications

Le Gouvernement, l'OMS et l'UNICEF se consulteront en ce qui concerne la publication, tant sur le plan national que sur le plan international, des conclusions et des rapports établis à l'occasion du projet.

6. Continuation du projet

Le Gouvernement s'engage à accorder une priorité de premier rang à ce projet dans la demande d'assistance globale qu'il soumet annuellement au titre du Programme élargi s'assistance technique, et ce aussi longtemps que le présent accord restera en vigueur.

Lorsque l'assistance fournie par l'OMS et l'UNICEF aura pris fin, le Gouvernement continuera le programme dans la limite des ressources disponibles.

7. Moyens d'évaluation

Le Gouvernement mettra à la disposition de l'OMS des moyens de procéder à l'évaluation, lorsqu'il sera nécessaire, y compris l'accès aux renseignements statistiques et autres, ainsi que l'aide de services statistiques et autres services gouvernementaux et l'usage de leurs installations.

8. Dépenses incombant au Gouvernement

Les dépenses incombent au Gouvernement pour l'exécution des engagements pris par lui au titre du présent projet sont évalués à : Drachmes soit \$ EUA.

Le Gouvernement s'engage à inscrire les crédits correspondants dans son budget pour toute la durée du projet.

Le Gouvernement s'engage à fournir à l'UNICEF, peu après la fin de chacun des exercices financiers nationaux sur les quels s'étend la période d'exécution du projet, un état certifié conforme des dépenses affectives concernant l'exécution du projet.

ARTICLE X

Dispositions finales

1. Le présent Plan d'opérations entrera en vigueur à la date de sa signature par les Parties; il restera en vigueur jusqu'à la cessation de l'assistance internationale fournie par l'OMS et l'UNICEF, y compris la période qui pourra être nécessaire pour l'exécution des arrangements relatifs à la liquidation de cette assistance.

2. Le présent Plan d'opérations pourra être modifié d'un commun accord entre les Parties.

3. Lorsque l'exécution du projet aura pris fin, la dévolution du matériel et des fournitures, procurés au termes de l'Article VIII du présent Plan d'opérations, et dont l'UNICEF aura consacré la propriété, sera décidée d'un commun accord entre le Gouvernement et l'UNICEF conformément aux règles et principes appropriés.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Plan d'opérations.

FAIT en six exemplaires en français

A Athènes le 25 Novembre 1959
Pour le Gouvernement de Grèce

A. STRATOS
J. PSARREAS
EL. MAVROULIDES

A Copenhague le 20 Novembre 1959
Pour l'Organisation Mondiale de la Santé
S. HESSELVIK

A Neuilly-sur-Seine le 25 Novembre 1959
Pour le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
CHARLES EGGER

Ένεργεια (Σχέδιον Ένεργειών) δι' έν Πρόγραμμα Όργανώσεως Πειραματικής Ζώνης Δημ. Υγείας Έν Ελλάδι.

Η Κυβέρνησις τής Ελλάδος, καλουμένη έφ' έξής « Η Κυβέρνησις », και η Παγκόσμιος Όργανωσις Υγείας έπονομαζομένη έφ' έξής Π.Ο.Υ. (L' OMS) και ο Έρανος Ένωμένων Έθνών δια την παιδικήν ηλικίαν, έφ' έξής καλούμενος ΟΥΝΙΣΕΦ (UNICEF), έπιθυμοῦσαι, όπως έπέλθη συμφωνία έφ' ένός προγράμματος πειραματικής Ζώνης Δημοσίας Υγείας έν Ελλάδι (Π.Υ.Μ.) και κυρίως επί τῷ σκοπῷ τής αξιοποιήσεως τοῦ προγράμματος και τῶν υποχρεώσεων, αἱ ὁποῖαι ήθελον γίνη άποδεκταί έξ έκάστου τῶν Μερῶν και, δηλοῦσαι ότι έπιθυμοῦν νά εκπληρώσουν τὰς υποχρεώσεις ταύτας έν πνεύματι φιλικῆς συνεργασίας.

Συμφωνοῦν τὰ κάτωθι :

*Άρθρον 1.

Βάσις τῶν Σχέσεων

Η βασική συμφωνία ή σχετική με την παραχώρησιν τεχνικῆς βοήθειας, ήτις έπετεύχθη την 10ην Φεβρουαρίου 1956, άφ' ένός μεταξῦ τής Κυβερνήσεως τής Ελλάδος και άφ' έτέρου, τῶν αντιπροσωπευθεισῶν Όργανώσεων παρά τῷ Γραφείῳ Τεχνικῆς βοήθειας και ή συναφθεῖσα βασική συμφωνία μεταξῦ τής Κυβερνήσεως τής Ελλάδος και τής ΟΥΝΙΣΕΦ την 14 Όκτωβρίου 1947, καθορίζουν τὰς σχέσεις (συνεργασίας) μεταξῦ τής Κυβερνήσεως και τῶν συμμετεχουσῶν Όργανώσεων, δια την εκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τούτου.

Τὰ άρθρα τοῦ παρόντος σχεδίου ένεργειῶν δέον όπως έρμηνεύονται υπό τὸ φῶς τῶν άνωτέρω βασικῶν άπόψεων τῶν άνωτέρω συμφωνιῶν.

*Άρθρον 2.

Ζώνη (Δράσεως) ένεργειῶν (Π.Υ.Μ.)

1. Η καθορισθεῖσα περιοχή δια την Ζώνην Δράσεως (Π.Υ.Μ.) συνίσταται εκ τῶν 4 Νομῶν ή διαμερισμάτων τής Θεσσαλίας (Καρδίτσης, Τριτάλων, Λαρίσης, Μαγνησίας), με κέντρον την Λάρισα. Από άπόψεως ιστορικῆς, γεωγραφικῆς, οίκονομικῆς και κοινωνιολογικῆς ή ζώνη αὕτη αποτελεί μίαν φυσικήν περιοχήν, αντιπροσωπεύουσαν τὰς μέσας συνθήκας τοῦ συνόλου τής Χώρας.

Η έπιφάνειά της είναι 13.984 τ. χιλ. (ήτοι τὰ 10,35 ο]ο τοῦ συνόλου τής έπιφανείας τής Ελλάδος) και ο πληθυσμός της άνέρχεται εις 628.941 κατοίκους (κατὰ την τελευταίαν άπογραφήν τοῦ 1951), εκ τῶν ὁποίων πλέον τῶν 40 ο]ο αντιπροσωπεύονται από μητέρας και τέκνα κάτω τῶν 14 ετών.

Έξ άλλου ή Λάρισα, Κέντρον τής Ζώνης, εὑρίσκειται εις ἴσην άπόστασιν από τὰς 2 Πανεπιστημιακάς πόλεις τῶν Ἀθηνῶν και τής Θεσσαλονίκης.

2. Δι' ὀρισμένας ανάγκας ή ειδικὰς ένεργείας, προβλέπεται ή επέκτασις τοῦ τομέως τής ως άνω καθοριζομένης Ζώνης και εις τοὺς συνορευομένους μετ' αὕτης νομοὺς τῶν Ἰωαννίνων, τής Θεσπρωτίας τής Πρεβέζης και τής Ἀρ-

της, ὁτινις άπαρτίζουσι την φυσικήν περιοχήν τής Ἡπείρου, Αἰτωλοακαρνανίας και Εὑρυτανίας, ως και την γεωφυσικήν περιοχήν τής Δυτικῆς Ελλάδος. Τὸ σύνολον τῶν 6 τούτων Νομῶν έχει έπιφάνειαν 16.191 τ. χιλ. με πληθυσμὸν 587.298 κατοίκων. Αἱ συνθήκαι τής Ἡπείρου και τής Δυτικῆς Ελλάδος είναι αἰσθητῶς διάφοροι τῶν τής Θεσσαλίας με πληθυσμὸν διεσπαρμένον και συχνὰ άπομεινωμένον, δυσκόλους συγκοινωνίας, με οικονομικὸν κοινωνικὸν και μορφωτικὸν επίπεδον σχετικῶς χαμηλόν, συνθήκαι αἰτινες έμποδίζουσι την εγκαθίδρυσιν ένός πλήρους και καλῶς δηρθρωμένου δικτύου μονίμων Ιατρειῶν ως ταῦτα προβλέπονται υπό τοῦ Νόμου τοῦ 1955 «περὶ Υγειονομικῆς Προστασίας τής Υπαίθρου».

Έπιπροσθέτως έν τιμημα τής Ἡπείρου είναι ή έδρα ένός προγράμματος Πειραματισμοῦ και έπιδείξεως, δια τὰς υπό ανάπτυξιν περιοχὰς, τιθεμένου έν λειτουργία υπό τής Εὑρωπαϊκῆς Αντιπροσωπείας Παραγωγικότητος ως και ένός προγράμματος διαφωτίσεως ἐνηλικίων τεθέντος έν λειτουργία παρὰ τής ΟΥΝΕΣΚΟ.

*Άρθρον 3.

Σκοποί.

Η Κυβέρνησις τῆ άρχική βοήθεια τής Π.Ο.Υ. και ΟΥΝΙΣΕΦ έχει προδ ὀφθαλμῶν την αναδιοργάνωσιν και ανάπτυξιν τῶν Υγειονομικῶν Υπηρεσιῶν τοῦ συνόλου τής Χώρας, κυρίως εις τὰς άγροτικὰς περιοχὰς δίδουσα ιδιαίτερον προσοχήν εις την γενικήν προστασίαν τής μητέρας και τοῦ παιδιοῦ.

Έν τοιοῦτον ἀντικείμενον συνεπάγεται κυρίως : (εις τοιοῦτος σκοπὸς ἀποβλέπει κυρίως) εις :

Την αναμόρφωσιν τής ένεστώσης υγειονομικῆς Διοικήσεως, επί τῆ βάσει τής άποκεντρώσεως, χάρις εις την δημιουργίαν ένδιαμέσων υγειονομικῶν μονάδων μεταξῦ τής τοπικῆς διαβαθμίσεως (διοικήσεως κατὰ νομοῦς) και τής Έθνικῆς τοιαύτης (Υπουργεῖον Κοιν. Προνοίας).

Την αναζήτησιν ένός πλήρους συντονισμοῦ αποτελεσματικῶ και οικονομικῶ ὕλων τῶν ὑφισταμένων ὑπηρεσιῶν, ανεξαρτήτως τοῦ τύπου τής Διοικήσεως (Δημοσίας, Ἰδιωτικῆς, ή ήμικρατικῆς) έξ ής ἔλκουσι την σύστασιν, πρὸς άποφυγήν τῶν κενῶν ως και τής διπλῆς χρησιμοποίησεως (τῆς εκτελέσεως τοῦ αὐτοῦ έργου).

Την δημιουργίαν νέων ὑπηρεσιῶν, εὔθις ως σχετικαί ανάγκαι ήθελον παρουσιασθῆ και τὸ άρμόδιον αναγκαιοῦν προσωπικὸν θὰ ήτο διαθέσιμον (ὅταν θὰ ὑπάρξη σχετικὴ ανάγκη και θὰ ὑπάρχη τὸ αναγκαιοῦν προσωπικόν).

Την πρακτικὴν και εις ὀρισμένας περιπτώσεις ταχέϊαν κατάρτισιν επί τόπου και συμφώνως πρὸς τὰς συνθήκας τής εργασίας, υγειονομικῶ προσωπικῶ διαφόρων κατηγοριῶν ως και την έν συνεχεία σταδιακήν τελειοποίησιν τοῦ ήδη κατάρτισμένου προσωπικοῦ.

Την επέξεργασίαν ένός γενικοῦ προγράμματος δημοσίας υγείας αντιμετωπιζομένου υπό τὰς τρεῖς αὐτοῦ ὄψεις, ήτοι, τής Ιατρικῆς περιθάλψεως, τής προλήψεως και τής Υγειονομικῆς διαφωτίσεως.

*Άρθρον 4.

Μέθοδοι

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦν, ότι ή καλύτερα μέθοδος δια την πραγματοποίησιν τῶν ως άνω καθοριζομένων ἀντικειμένων, ήτο ή ίδρυσις έν τῇ περιοχῇ τής Θεσσαλίας, καθοριζομένης ως άνωτέρω εις τὸ άρθρον II, Ζώνης δράσεως και έρευνῶν και ή χρησιμοποίησις τής Ζώνης ταύτης επί τῷ τέλει τής έπιδείξεως εκπαιδεύσεως και έρευνῆς τῶν διαφόρων άπόψεων (φάσεων) τοῦ προγράμματος, τιθεμένως έν λειτουργία και αξιοποιουμένων έντός περιορισμένου πλαισίου, έν ὄψει τής προοδευτικῆς αὐτῶν επέκτάσεως εις τὰς ὁμόρους περιοχὰς και εις την ὑπόλοιπον χώραν.

*Άρθρον 5.

Σχέδιον Δράσεως (Πλαίσιον σχεδίου)

Τὸ σχέδιον δράσεως (πλαίσιον σχεδίου) τὸ υιοθετηθῆν δια τὸ έν λόγω πρόγραμμα ἀναλύεται κατωτέρω εις τὰς

γενικώς αὐτοῦ γραμμᾶς: Ἐνδεχομένως θὰ ἀναθεωρηθῆ καὶ ἐν ἡ περισσότερα λεπτομερῆ σχέδια ἐνεργειῶν, θὰ ἐκπονηθοῦν κατόπιν μελέτης συντελεσθησομένης ἐπὶ τόπου καὶ εἰδικῶν ὑποδείξεων διατυπωμένων ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν Διεθνῶν ἐπιχειρησιμῶν καὶ τῶν συμβούλων τῆς Π.Ο.Υ. (τῶν ἀναφερομένων κατωτέρω εἰς τὸ ἄρθρον VII) καὶ κατόπιν συζητήσεων μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Π.Ο.Υ. καὶ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ. Τὰ ἐπικουρικὰ ταῦτα σχέδια θὰ θεωρηθοῦν ὡς τροποποιήσεις τοῦ παρόντος σχεδίου δράσεως.

1.1. Τεχνικὴ καὶ διοικητικὴ διάρθρωσις 1.1.1. Εἰς τὴν ἐθνικὴν βαθμίδα (Ἵπουργεῖον) θὰ ἰδρυθοῦν:

α) Μία Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ, εἰς ἣν θὰ περιλαμβάνωνται οἱ ἐκπρόσωποι τοῦ Ἵπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας, ὡς καὶ τῶν ἄλλων Ἵπουργείων τῶν ἐνδιαφερομένων εἰς ζητήματα ὑγειονομικὰ - καὶ κοινωνικῆς φύσεως (Ἵπουργεῖον Ἐργασίας - Παιδείας - Γεωργίας - Δημοσίων Ἔργων - Συντονισμοῦ καὶ Ἐσωτερικῶν), οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Ὄργανισμῶν Κοινωνικῆς Ἀσφαλίσεως (I.K.A.) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἡμικρατικῶν Ἰδρυμάτων καὶ τῶν Ἰδιωτικῶν τοιοῦτων (ΠΙΚΠΑ, ΕΡΓΘΡΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ, ΕΡΑΝΟΣ τῶν Α.Μ. τοῦ Βασιλέως καὶ τῆς Βασιλίσσης) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Διεθνῶν ὀργανώσεων (Π.Ο.Υ. - ΟΥΝΙΣΕΦ - ΟΥΝΕΣΚΟ) ὡς καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς Πειραματικῆς Ζώνης (Π.Υ.Μ.).

Ὁ κατάλογος τῶν μελῶν τῆς Κεντρικῆς Ἐπιτροπῆς δὲν εἶναι περιορισμένος καὶ θὰ δύναται νὰ συμπεριλάβῃ ἀντιπροσώπους καὶ ἄλλων Διοικητικῶν Ἵπηρεσιῶν ἢ Ἰδρυμάτων, οἵτινες ἐν συνεχείᾳ θὰ ἐκαλοῦντο νὰ συνεργασθοῦν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τούτου.

Ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ θὰ συγκαλεῖται κατ' ἔτος τακτικῶς μὲν εἰς δύο συνεδριάσεις, τὴν μίαν διὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς ἐτησίας ἐκθέσεως τοῦ Δ)ντοῦ τῆς Ζώνης ἐνεργείας καὶ τοῦ ἰσολογισμοῦ τοῦ λήξαντος ἔτους καὶ τὴν ἄλλην διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ προγράμματος καὶ τοῦ σχεδίου προϋπολογισμοῦ τοῦ ἐπομένου ἔτους, ἐκτάκτως δὲ ὡς αἰκίως παρίσταται ἀνάγκη.

Ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἔχη τὸ δικαίωμα νὰ θέτῃ ὑπὸ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ἵπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἐπέκτασιν εἰς τὴν ὑπόλοιπον γῶραν τῶν μέτρων, αἵτινα ἐτέθησαν ὑπὸ δοκιμὴν εἰς τὴν ζώνην Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.), μετὰ γενησομένην ἀξιοποίησιν τῶν ἐπιτευγμάτων τῶν. Ὁ Ἵπουργὸς τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας θὰ διορίσῃ τὸν Γραμματέα τῆς ἐν λόγῳ Ἐπιτροπῆς.

Ὁςτος, (ὁ Ἵπουργός), θὰ ὑποδεικνύῃ ἓνα ὑπάλληλον μονίμως ὑπεύθυνον ὡς σύνδεσμον μετὰ τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν. (Π.Υ.Μ. καὶ Ἵπουργεῖου).

β) Ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ θὰ συστήσῃ μίαν ὑποεπιτροπὴν ὑπὸ τὸν τίτλον Τεχνικὴ καὶ Ἐπιστημονικὴ Ἵποεπιτροπὴ, συμπεριλαμβανούσαν ἐκπροσώπους τοῦ Ἵπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας, τῆς Ἵγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν, τῶν Πανεπιστημίων Ἀθηνῶν καὶ Θεσσαλονίκης, τὸν Δ)ντὴν τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν καὶ τὸν βοηθὸν αὐτοῦ διὰ τὴν διεύθυνσιν τῶν εἰς 1.1.2. καθοριζομένων θεμάτων.

(β) Ἡ Τεχνικὴ καὶ Ἐπιστημονικὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ὀρίσῃ ἢ ἰδίᾳ τὴν περιοδικότητα τῶν συνεδριάσεων τῆς.

Ἔργον τῆς ἐν λόγῳ Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ἡ ὑπόδειξις, ἔγκρισις καὶ ἀξιοποίησις, ἀφ' ἑνὸς μὲν τοῦ προγράμματος κατὰ τίσεως (μορφώσεως) τοῦ προσωπικοῦ ἀφ' ἑτέρου δὲ τῶν σχεδίων μελέτης καὶ τῶν ἐμπεισιτευμένων εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν ἐρευνῶν.

Αἱ δύο ὡς ἄνω Ἐπιτροπαὶ θὰ ἐδρεύουσι εἰς τὸ Ἵπουργεῖον Κοιν. Προνοίας ἐν Ἀθῆναις

1.1.2. Εἰς τὸ περιφερειακὸν κλιμάκιον Λαρίσης θὰ συσταθῆ:

α) Μία περιφερειακὴ συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ συμπεριλαμβανούσα «τοὺς Νομάρχας» ἢ τοὺς Δ)ντὰς «τῶν Νομαρχιῶν» τῶν 4 νομῶν τῆς Θεσσαλίας, τοὺς «Νομιάτρους», τὸν Δ)ντὴν τοῦ Κέντρου Κοινωνικῆς Προνοίας Λαρίσης καὶ ἀνὰ ἓνα ἐκπρόσωπον ἐκάστου Ἵπουργεῖου, Διοικήσεως ἢ Ἰδρυματος ὑπαγομένου εἰς τὸ Ἐθνικὸν Κλιμάκιον καὶ τὸν Δ)ντὴν τῆς Ζώνης δράσεως (Π.Υ.Μ.) ὅστις θὰ διορίσῃ

τὸν Γραμματέα τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης. Ἡ συμβουλευτικὴ περιφερειακὴ Ἐπιτροπὴ θὰ καθορίσῃ ἢ ἰδίᾳ τὴν περιοδικότητα τῶν συνεδριάσεων τῆς. Θὰ ἐξασφαλίσῃ τὸν ἐλεγχὸν τῶν διαφορῶν δράσεων τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν καὶ θὰ θέσῃ τὰς προτάσεις τῆς εἰς τὴν Κεντρικὴν Ἐπιτροπὴν τοῦ Συντονισμοῦ πρὸς γνωμάτευσιν καὶ λήψιν ἀποφάσεων.

β) Μίαν διεύθυνσιν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) ἣτις θὰ περιλαμβάνῃ:

1. Τὸν Νομιάτρον τοῦ Νομοῦ Λαρίσης, Δ)ντὴν τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν (Περιφέρεια Θεσσαλίας) ἐπιφορτισμένον κατὰ τὴν μεταβατικὴν περίοδον, μετὰ τὴν ἐπιβλεψὴν τῶν εἰδικῶν δράσεων, (ἐνεργειῶν), αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ θεθοῦν ἐν ἐνεργείᾳ εἰς τὴν ζώνην προσεχάσεως τῆς Ἑπείρου καὶ τῆς Δυτικῆς Ἑλλάδος.

2. Ἀμέσους βοηθοὺς, ἣτοι: Ἐνα βοηθὸν Νομιάτρον, εἰδικώτερον ὑπεύθυνον δὲ τὰ τρέχοντα διοικητικὰ καὶ τεχνικὰ καθήκοντα τοῦ Νομοῦ Λαρίσης: - ἓνα Δ)ντὴν σπουδῶν καὶ πρακτικῆς ἐκπαίδευσεως μέλος τῆς Ἵγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν καὶ ἀπεσπασμένον ὑπὸ τῆς Σχολῆς ταύτης παρὰ τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.)

- Ἐνα ἱατρὸν - προϊστάμενον τοῦ περιφερειακοῦ Μικροβιολογικοῦ Ἐργαστηρίου Δημοσίας Ἵγειας.

- Ἐνα στατιστικολόγον (ἱατρὸν)

- Ἐνα Ἵγεινολόγον Μηχανικὸν

- Μίαν προϊσταμένην Ἐπισκέπτριαν ἀδελφὴν

- Ἐνα Ἵγειονομικὸν διαφωτιστὴν

- Ἐνα Ἐπιθεωρητὴν ἱατρὸν τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.

- Διοικητικὸν Προσωπικόν, γραμματέα καὶ προσωπικὸν γενικῶν ὑπηρεσιῶν.

Εἰς τὸ ἀνωτέρω μόνιμον καὶ πλήρως ἀπασχολήσεως προσωπικόν θὰ προστεθῆ καὶ Συμβουλευτικόν τοιοῦτον μερικῆς ἀπασχολήσεως συγκείμενον ἀφ' ἑνὸς ἐκ τῶν προϊσταμένων διαφορῶν μονίμων ὑπηρεσιῶν τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης καὶ ἀφ' ἑτέρου ἐξ εἰδικῶν μὴ διαθέσιμων ἐπιτοπίως (μὴ διαμενόντων ἐν Λαρίσῃ) τοιοῦτων οἵτινες θὰ μετακαλῶνται νὰ μεταβαίνουσι τακτικῶς εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν εἴτε ἐξ Ἀθηνῶν εἴτε ἐκ Θεσσαλονίκης. Ἐξ ἄλλου τὸ ἤδη εἰς τὸ Νομιατρεῖον Λαρίσης ὑπηρετοῦν προσωπικόν (Ἵγειονομικοὶ Ἐπόπται - Ἐλονοσιολόγοι - Γραμματεῖς καὶ γενικῶν ὑπηρεσιῶν κλπ) θὰ συνεργασθῆ εἰς τὰς ἐνεργείας τῆς Δ)σεως τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

γ) Τοπικαὶ διευκολύνσεις καὶ ὕλικαί ἐγκαταστάσεις αἵτινες θὰ περιλαμβάνουσι:

1. Κτίριον ἐν Λαρίσῃ διὰ τὴν στέγασιν τῶν Γραφείων τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

2. Ἐνώνα διὰ τοὺς ἀκουμένους τῶν διαφορῶν ἐκπαιδευτικῶν προγραμμάτων ὡς ἐδ. 1.3. Τὸ Κτίριον τῆς Ἑλληνικῆς Πολεμικῆς περιθάλψεως (GREEK QAR RELIEF) Φαρσάλων, ἀπέχον 50 χιλ. ἐκ Λαρίσης, θὰ χρησιμοποιοῦθῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τούτου, ἀφοῦ προηγουμένως ὑποστῆ τὰς ἀναγκαίαις τροποποιήσεις καὶ διαρρυθμίσεις.

1.2. Ὄργανωσις τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν

Ἡ ὀργάνωσις τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ ἀποβλέπῃ κυρίως εἰς τὴν λήψιν τῶν κάτωθι μέτρων, αἵτινα θὰ συμβάλλουσι εἰς τὴν δημιουργίαν τῆς πρώτης περιφερειακῆς Μονάδος Ἵγειας ἐν Ἑλλάδι, μετὰ τὴν Λάρισαν.

1.2.1. Συντονισμὸς τῶν ὑφισταμένων δραστηριοτήτων.

Ὁ Δ)ντὴς τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν θὰ μελετήσῃ καὶ θὰ θέσῃ εἰς ἐφαρμογὴν τὰ ἀπαραίτητα μέσα συντονισμοῦ μεταξὺ τῶν διαφορῶν στοιχείων τῶν ἐξηρητημένων ἀπὸ τοῦ Ἵπουργεῖου Κοιν. Προνοίας (Ν)μείων - Ἵγειον. Σταθμῶν - Κοινοτικῶν καὶ Ἀγροτικῶν ἱατρείων (μετὰ τῶν ὑπηρεσιῶν ἐτέρων Ἵπουργείων (Παιδείας-Ἐργασίας) κλπ. τὰ συμβάλλοντα διὰ τὴν προστασίαν τῆς Δημοσίας Ἵγειας μετὰ τῶν ὀργανισμῶν τοῦ ΙΚΑ μετὰ τῶν ὑγειονομ. καὶ κοινωνικῶν Ἰδρυμάτων καὶ ἄλλων ἰδιωτικῶν διεπομένων ὑπὸ ἰδιαιτέρου καταστατικοῦ (Ἐρυθρὸς Σταυρὸς διάφορα κοινωφελῆ ἱδρύματα) καὶ εἰδικώτερον μετὰ τοῦ ΠΙΚΠΑ συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἐδ. 1.2.2. γενικὰς ἀρχάς, ἰδίᾳ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν τε-

λευταίαν ταύτην ὀργάνωσιν.

Ὁ συντονισμὸς θὰ ἐρείδεται ἐπὶ τῆς πλήρους ἀπασχο-

λήτως και λελογισμένης χρησιμοποίησης ολοκλήρου του προσωπικού ως και όλων των χώρων και διαθέσιμων υλικών, των οποίων θέλει προηγηθῆ ἀκριβῆς ἀπογραφή, ἥτις θὰ τυγχάνῃ τῆς ἀνελλιπούς ἐπιβλέψεως τοῦ προσωπικοῦ (καὶ θὰ συνιστᾶται εἰς τὴν ἀνελλιπῆ ἐπιβλέψιν τοῦ προσωπικοῦ). Ἐνας βασικὸς ὑγειονομικὸς κανονισμὸς καὶ μία ὀργανωμένη ὑπηρεσία ἐμβολιασμῶν θὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰς ὅλας τὰς Κοινότητας.

Ἐν σύστημα παρακολούθησως τῶν παιδιῶν κατὰ τὴν διάρκεια τῆς ἀναπτύξεώς των, διὰ τοῦ δελτίου ὑγείας κηθὼς ἐπίσης καὶ σύνδεσις (συνεργασία) μεταξὺ τῶν διαφόρων ὑπηρεσιῶν θὰ τεθοῦν εἰς ἐφαρμογὴν.

Ὁ συντονισμὸς θὰ λάβῃ τὴν μορφήν μιᾶς ἱεραρχικῆς κατ'ἀξίως ὅσον ἀφορᾷ τὴν νοσοκομειακὴν διάρθρωσιν ἔνθα τὸ Νοσοκομεῖον τῆς ἑδρας τῆς Περιφερείας (Λαρίσης μετὰ τὴν συμπλήρωσιν του συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς ὑποδεικνυμένους κατωτέρω ἐν τῷ ἐδ. 1.2.3.) θὰ τεθῆ εἰς τὴν σειράν τοῦ Περιφερειακοῦ Νοσοκομειακοῦ Κέντρου, εἰς τὸ ὅποιον θὰ προσαρτηθῶσι τὰ νοσοκομεῖα τῶν ἄλλων νομῶν καὶ οἱ ὑγειονομικοὶ σταθμοί. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν διάρθρωσιν τῶν ὑγειονομικῶν σταθμῶν καὶ τῶν κοινωτικῶν καὶ ἀγροτικῶν ἰατρειῶν θὰ μελετηθῇ καὶ τεθῆ εἰς δοκιμὴν ἐν σύστημα πειραματικῶν ἐλαστικῶν καλύτερον προσαρμοζόμενον εἰς τὰς διακυμάνσεις τῶν τοπικῶν συνθηκῶν, τῶν πάντων παραμενόντων ἐντὸς τοῦ γενικοῦ πλαισίου τοῦ νόμου τοῦ 1955. Τὸ σύστημα τοῦτο θὰ δύναται νὰ συμπεριλάβῃ μίαν διάφορον κατανομήν τῶν ἰατρῶν καὶ τοῦ παραϊατρικοῦ προσωπικοῦ ἐνίοτε δὲ καὶ αὐτῶν τούτων τῶν ομάδων, ὑπολογιζόμενων πάντοτε τῶν μέσων μετακινήσεως ἅτινα θὰ ἡδύνατο νὰ εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῶν.

Προσπάθεια δέον νὰ καταβληθῇ διὰ νὰ συμπεριληφθοῦν οἱ ἐξασκούμενοι ἐλευθέρως ἰατροὶ ὡς καὶ αἱ ἰδιωτικαὶ κλινικαὶ εἰς ἓν γενικὸν σύστημα καλῶς συντονισμένον προστασίας τῆς δημοσίας ὑγείας εἰς τὸ ὅποιον οὗτοι θὰ ἐδέχοντο νὰ συμμετάσχουν.

Ὁ Δ)ντὴς τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ διοργανώσῃ τακτικὰς συγκεντρώσεις ὁλοκλήρου τοῦ προσωπικοῦ τοῦ συνεργαζομένου μετὰ τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν. Θὰ εἶναι γρήγορον ἐξ ἴσου, ὅπως ἐκδίδεται καὶ διανέμεται κατὰ περιόδους, ἐν δελτίον πληροφοριῶν.

1.2.2. Ὁ ρόλος τῶν κινητῶν Μονάδων.

Ἡ ἔρευνα ἐνὸς ὅσον τὸ δυνατόν περισσύτερον τελείου συντονισμοῦ, θὰ ἐφαρμοσθῇ ὅπως ἰδιαίτερος εἰς τὴν ἐργασίαν τῶν κινητῶν μονάδων τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. τόσον τῶν ἤδη ἐν δράσει εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν τῆς Θεσσαλίας ὅσον καὶ ἐκείνων αἵτινες θὰ ἐδημιουργηθῶντο ἐνδεχομένως εἰς τὰς νέας Ζώνας ἐπεκτάσεως τῆς Ἠπείρου καὶ Δυτικῆς Ἑλλάδος.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ κάτωθι γενικαὶ ἀρχαὶ δέον νὰ τηρηθῶσι :

α) Εἰς τὴν πειραματικὴν Ζώνην Θεσσαλίας, ἥτις κατὰ σειράν προτεραιότητος ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, δέον νὰ εἶναι πλήρως ἐξοπλισμένη μετὰ στατικά (μόνιμα) ἰατρεῖα ὡς ταῦτα, ἀναφέρονται κατωτέρω ἐδ. 1. 5, θὰ ἐπιδοθῇ τις εἰς μίαν πραγματικὴν ἀναπροσαρμογὴν τῶν ἤδη ὑφισταμένων ὑπευθυνότητων (προγραμμάτων) τῶν Κινητῶν Μονάδων. Ἡ ἀναπροσαρμογὴ αὕτη θὰ τὰς προσανατολίσει, ἀναλύσῃ τῶν περιπτώσεων καὶ μετὰ βαθεῖαν μελέτην καθῆκε νέας προτάσεως, πρὸς τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην τῶν κάτωθι δράσεων : (δημιουργιῶν) (προγραμμάτων). Εἰδικὰ παιδιατρικὰ ἰατρεῖα τιθέμενα περιοδικῶς εἰς τὴν διάθεσιν ἐνὸς καθορισμένου γεωγραφικοῦ τομέως, διὰ τὴν ἐξέτασιν δυσκλήτων περιπτώσεων οὗχ' ὀξείας μορφῆς, ὡς ἐπὶ παραδειγματικῶν κληρονομικῶν παραμορφώσεων, διαταραχῶν ὀρέψεως καὶ ἀναπτύξεως, χρόνιαι παθήσεις, ἀνεύρεσις καὶ προσανατολισμὸς ἀναπήρων κλπ.

Εἰδικὰ ἰατρεῖα παιδικῆς ψυχικῆς ὑγιεινῆς βασιζόμενα εἰς μίαν μονάδα κινητῶν παιδοψυχιάτρων, ψυχολόγων καὶ ἀδελφόμενος μετεκπαιδευτῶν. Ὑγειονομικὴ καὶ κοινωνικὴ προστασία τῶν παιδιῶν τῶν εὐρισκομένων ἐκτὸς τῆς ἐστίας τῶν γονέων των.

Ἰατρεῖα σχολικῆς ὑγιεινῆς διὰ τὰς κατεσπαρμένους καὶ ἀπομεμονωμένους ἀγροτικὰς Κοινότητας.

Ἰατρεῖα ὀδοντολογικῆς ὑγιεινῆς.

Συμμετοχὴ εἰς εἰδικὰ προγράμματα (π.χ. ἀντιφυματικὸς ἀγὼν) ἅτινα θὰ ἡδύνατο ν' ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον εἰδικῶν προγραμμάτων.

Μελέται καὶ ἔρευνα ἐπιδημιολογικαὶ ὑπὸ τὴν πλέον εὐρείαν αὐτῶν ἔννοιαν, ἀνάλογοι ἐκείνων αἵτινες ἀνελήφθησαν ἤδη (π.χ. βρογχοκλήλη, ἐλμινθίασις).

Αἱ ποικίλαι αὗται δραστηριότητες τῶν ὁποίων ὁ κατάλογος δὲν εἶναι προφανῶς περιορισμένος θὰ ἡδύνατο νὰ συνδιασθοῦν μετὰ τὸ ἡμερολόγιον ἐργασίας ἐνὸς καὶ τοῦ αὐτοῦ συνεργείου. Εὐθὺς ὡς ἡ ἐγκατάστασις εἰς τὴν πειραματικὴν Ζώνην ἐνὸς στατικοῦ ἰατρείου, καὶ ὁ ἐξοπλισμὸς διὰ τοῦ εἰς αὐτὸ ἀνήκοντος ἀντιστοίχου προσωπικοῦ, τὸ ἐπιτρέψῃ, τὰ κινητὰ συνεργεῖα τῆς Θεσσαλίας θὰ ἀποσυρθοῦν προοδευτικῶς διὰ νὰ χρησιμοποιηθοῦν εἰς ἄλλας περιφερείας τῆς Ἑλλάδος.

β) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Ζώνην ἐπεκτάσεως τῆς Ἠπείρου αἱ νέαι κινηταὶ μονάδες θὰ ἡδύνατο εἶτε νὰ παίζουσαν ἓνα ἐκ τῶν ὡς ἄνω δύο ὀριζομένων ρόλων βλάσει τῆς κτηθείσῃ πείρας ἐν τῇ Ζώνῃ Ἐνεργειῶν Θεσσαλίας, εἶτε-διαρκούσης μιᾶς μεταβατικῆς περιόδου νὰ συμπληρῶσιν τὴν πραγματικὴν ἀνεπάρκειαν τῶν στατικῶν (μόνιμων) ἰατρειῶν (Ὑγειονομικῶν Κέντρων). Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν, ἡ κινητὴ μονάδα δὲν θὰ ἡδύνατο νὰ θεωρηθῇ μόνον ὡς στοιχεῖον ἐξυπηρετήσεως τῆς προστασίας μητρότητος καὶ παιδιοῦ, ἀλλὰ ὡς ἓν πραγματικὸν πολυἰατρεῖον, ὅπερ θὰ ἐξησφάλιζε τὴν πλήρη ὑγιεινὴν προστασίαν (θεραπευτικὴν, προληπτικὴν παιδαγωγικὴν καὶ διαφωτιστικὴν) τοῦ συνόλου τοῦ πληθυσμοῦ τῶν ἐπισκεπτομένων χωριῶν.

γ) Ὅσοδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ προσανατολισμὸς τῶν (εἰδικευμένη ὑπηρεσία, ἢ πολυἰατρεῖον) αἱ κινηταὶ μονάδες, καθὼς ἄλλως τε καὶ τὰ μόνιμα στατικά ἰατρεῖα προστασίας μητρότητος καὶ παιδιῶν τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. θὰ ὑποχρεωθοῦν εἰς μίαν ἄμεσον καὶ ἐνεργὸν πρακτικὴν ὑγειονομικὴν διαφώτισιν μετὰ ὅλα τὰ μέσα τῶν ὁποία θὰ τεθοῦν εἰς τὴν διάθεσιν των καὶ μετὰ τὴν κατάρτισιν τοῦ προσωπικοῦ των εἰς ὅλας τὰς νεωτέρας τεχνικὰς μεθόδους.

δ) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ προγράμματος τοῦτου τὰ μόνιμα συμβουλευτικὰ κέντρα καὶ αἱ κινηταὶ μονάδες τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. θὰ τίθενται ἀπὸ ἀπόψεως τεχνικῆς ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν ἐκάστου τῶν Νομιμάτων, αἵτινες καὶ θὰ διαθέτωσι ταύτας εἰς τοὺς ἀντιστοίχους τομεῖς των ἀναλόγως τῶν εἰδικῶν περιστάσεων αἵτινες θὰ ὑφίστανται: θὰ καθορισθῇ λ.χ. σαφῶς ὅτι εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ μαῖα δὲν θὰ ἡδύνατο νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀπαιτουμένην φροντίδα πρὸ τοῦ τοκετοῦ κατὰ τὸν τοκετὸν καὶ μετὰ τοῦτον, θὰ συντονισθῇ μία στενὴ καὶ ἀποτελεσματικὴ συνεργασία μεταξὺ τῶν μαιῶν καὶ ἐπισκεπτῶν νοσοκόμων-ἀδελφῶν τῆς ὀργανώσεως Π.Ι.Κ.Π.Α. καὶ τῶν συναδέλφων των τῶν ὑγειονομικῶν σταθμῶν καὶ τῶν κοινωτικῶν ἀγροτικῶν ἰατρειῶν.

ε) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ προγράμματος τοῦτου, θὰ ληφθῇ ἡ δέουσα μέριμνα διὰ μίαν σταδικὴν καὶ κατόπιν μελέτης ἐκάστης εἰδικῆς περιπτώσεως ἐξίσωσιν τῶν ἀποδοχῶν πάσης φύσεως μεταξὺ τοῦ ἀντιστοίχου προσωπικοῦ τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. καὶ τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας.

ζ) Τέλος ὅλοι αἱ καταστάσεις καὶ ἀπασαί αἱ εἰδικαὶ περιπτώσεις αἱ σχετικαὶ μετὰ τὴν κατάρτησιν ἢ τὴν ἀναπροσαρμογὴν τῶν κινητῶν μονάδων εἰς τὰς διαφόρους περιοχάς, θὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον περιοδικῆς ἐκτιμῆσεως καὶ λήψεως ἀποφάσεων τοῦ Δ)ντοῦ τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) μετὰ γνωμοδότησιν τῆς περιφερειακῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ.

1.2.3. Νέαι ὑπηρεσίαι : Ἐπὶ πλέον τῶν ἀρχικῶν δραστηριοτήτων τῶν ὑποδεικνυμένων ἀνωτέρω διὰ τὰς κινητὰς μονάδας αἱ κάτωθι ἀναφερόμεναι νέαι ὑπηρεσίαι θὰ δημιουργηθοῦν εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

α) Περιφερειακών Μικροβιολογικών Έργαστήριον τῆς Δημοσίας Υγείας.

Τὸ ἔργαστήριον τοῦτο θὰ ἐγκατασταθῇ εἰς Λάρισα, εἰς χωριστὸν χώρον ἀπὸ τὸ ἔργαστήριον τοῦ Νοσοκομείου. Τὸ ἐν λόγῳ ἔργαστήριον θὰ ἐπιφορτισθῇ μὲ τὸν ἔλεγχον τοῦ ὕδατος τοῦ γάλακτος καὶ τῶν τροφίμων ἀφ' ἑνὸς καὶ τῶν ἐπιδημιολογικῶν ἐξετάσεων ἀφ' ἑτέρου, θὰ συμμετάσχη δὲ τοῦτο εἰς μελέτας καὶ ἐρευνας καθ' ὅλην τὴν ἔκτασιν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

Τὸ προσωπικόν του θὰ περιλαμβάνῃ ἓνα ἰατρὸν-μικροβιολόγον διευθυντήν, ὡς ἀνεφέρθη εἰς τὰ ἀνωτέρω τὴν παρ. 1.1.2. (β) ἓνα τεχνικὸν ἐργαστηρίου ὡς καὶ βοηθητικὸν προσωπικὸν καὶ τὸ διὰ τὰς γενικὰς ὑπηρεσίας ἀναγκαίῳν τοιοῦτον.

β. Ἐνίσχυσις τῶν νοσοκομειακῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἡ παιδιατρικὴ ὑπηρεσία τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης θὰ συμπληρωθῇ καὶ θὰ συμπεριλάβῃ μίαν ὑπηρεσίαν περιθάλψεως τῶν προώρων καθ' ὅλην τὴν ἔκτασιν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν, θὰ λειτουργήσῃ ὑπὸ τὴν ἐπίβλεψιν ἑνὸς παιδίατροῦ μὲ τὸ ἀπαιτούμενον εἰδικευμένον προσωπικόν. Τὸ ἔργαστήριον τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης θὰ ἐνισχυθῇ καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ ὑπηρεσίαι ἀκτινολογίας. Μεταγενεστέρως θ' ἀντιμετωπισθῇ ἡ δημιουργία νοσοκομειακῶν ὑπηρεσιῶν διὰ τὰς χρονίας ἀσθενείας καὶ τὴν γρηρατρικὴν.

Αἱ διάφοροι αὗται ἐξελίξεις θὰ πείνουν εἰς τὴν προώθησιν τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης εἰς τὸν βαθμὸν Περιφερειακοῦ Νοσοκομειακοῦ Κέντρου. Ὁρισμένοι ὑπηρεσίαι τῶν Νοσοκομείων τῶν Νομῶν τῆς περιφέρειας θὰ ἐνισχυθοῦν ὡσαύτως (παιδιατρικὴ-Μικροβιολογικὰ ἔργαστήρια). Ἐν συναρτήσῃ πρὸς τὸ περιφερειακὸν μικροβιολογικὸν ἔργαστήριον Δημοσίας Υγείας καὶ τῶν διαφόρων νοσοκομειακῶν ὑπηρεσιῶν οἱ ἀκόλουθοι τομεῖς δράσεως τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ ἰδρυθοῦν καὶ θὰ λειτουργήσωσιν ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν Προϊσταμένων Ὑπηρεσιῶν ἢ Συμβούλων τῶν κατονομαζομένων ἀνωτέρω εἰς τὴν παρ. 1.1.2. (β).

- ὑγειονομικὴ στατιστικὴ
- ἐπιδημιολογία
- ἐξυγιάνσεις τοῦ περιβάλλοντος
- ἀντιφυματικὸς ἀγὼν
- ψυχικὴ ὑγιεινὴ
- μητρότης καὶ παιδικὴ προστασία
- χρόνιοι καὶ νόσοι φθορᾶς
- νοσοκομειακὴ περίθαλψις
- ὑγειονομικὴ διαφώτισις

1.3. Ἐκπαίδευσις Προσωπικοῦ

Αἱ ὑφιστάμεναι ἢ δημιουργηθησόμεναι ὑπηρεσίαι ἰατροφαρμακευτικῆς περιθάλψεως, προληπτικῆς (ἰατρικῆς) καὶ ὑγειονομικῆς διαφώτισεως τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν, θὰ χρησιμοποιοῦν διὰ τὴν πρακτικὴν κατάρτισιν εἰς θέματα τῆς δημοσίας υγείας τοῦ προσωπικοῦ. Ἡ ἐκπαίδευσις αὕτη θὰ ἐνδιαφέρῃ, κατὰ σειράν προτεραιότητος τὸ προσωπικόν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Θεσσαλίας) καὶ θὰ ἐπεκταθῇ προοδευτικῶς εἰς τὸ προσωπικὸν τῶν ἄλλων περιφερειῶν. Θὰ ἀφορᾷ δὲ τοὺς ἰατροὺς τῶν ὑγειονομικῶν σταθμῶν, τῶν ἀγροτικῶν ἢ κοινοτικῶν ἰατρειῶν, τῶν Κέντρων προστασίας τῆς μητρότητος καὶ παιδιοῦ (Π.Ι.Κ.Π.Α.) τοὺς σχολιάτρους, τὰς ἀδελφὰς τῆς δημοσίας υγείας (διπλωματούχους ἀδελφὰς καὶ ἀδελφὰς μονοστοῦς φοιτήσεως) τὰς βοηθοὺς τῆς ὑπαίθρου, τοὺς ἐπιθεωρητὰς καὶ ὑγειονομικοὺς ἐπόπτας, καὶ τέλος εἰς τὰς κατηγορίας ἐτέρου προσωπικοῦ ὡς τοῦ ἰατρικοῦ καὶ παραϊατρικοῦ τοιοῦτου ἐπὶ παραδείγματι τοὺς τοπικοὺς ὑπευθύνους τῆς Ζώνης Ἐπιδείξεως καὶ ἀναπτύξεως τῆς Ἡπείρου (Ο.Ε.Σ.Ε. καὶ ΟΥΝΕΣΚΟ). Ἡ ἐκπαίδευσις, οὐσιαστικῶς πρακτικὴ, θὰ συμπεριλάβῃ ἀφ' ἑνὸς μὲν βασικὴν κατάρτισιν εἰς τὴν δημοσίαν υγείαν, ἀφ' ἑτέρου δὲ σειράν μαθημάτων περιοδικῆς μεταεκπαίδευσεως. Ἡ βασικὴ διδασκαλία τῆς δημοσίας υγείας θὰ ἐπιλαμβάνηται τῆς προοδευτικῆς προαθήσεως 20—25 ἀσκουμένων οἰκόντων εἰς τὸ Κέντρον Φαρσάλων, διὰ χρονικὴν

περίοδον ἑνὸς μηνὸς ἐπὶ ἑνὴα μῆνας ἐκάστου ἔτους, ἢτοι περὶ 200 ἀσκουμένους ἑτησίως περίπου. Ἡ διδασκαλία θὰ τελεθῇ ὑπὸ τὴν εὐθύνην τοῦ Δ' τοῦ τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) καὶ τοῦ βοηθοῦ αὐτοῦ, καὶ τοῦ Διευθυντοῦ σπουδῶν, ἐπιφορτισμένου μὲ τὴν λεπτομερῆ κατάρτισιν τῶν προγραμμάτων.

Τὸ προσωπικόν πλήρου, ἢ μερικῆς ἀπασχολήσεως τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ συνεργασθῇ εἰς τὸν τομέα τοῦτον τῆς δράσεως συνεπικουρούμενον παρὰ τῶν εἰδικῶν τῆς Ὑγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν καὶ τῶν Πανεπιστημίων Ἀθηνῶν καὶ Θεσσαλονίκης. Ἡ διδασκαλία θὰ προβλέπη ὡσαύτως ἓνα κατώτατον ἀριθμὸν διαλέξεων (συμκέψεων) ὡς καὶ ἓνα ἀνώτατον ἀριθμὸν θεμάτων συζητήσεως, πρακτικῶν ἀσκήσεων καὶ ἐργασιῶν ἐπὶ τόπου. Εἰς τοὺς ἀσκουμένους θὰ χορηγηθῇ πιστοποιητικὸν φοιτήσεως εἰς τὸ τέλος ἐκάστης ἀσκήσεως.

Ἐπὶ πλέον τῆς ὡς ἄνω ὑποδεικνυομένης συντόμου ἐκπαίδευσεως, δεόν νὰ προβλεφθῇ ἡ δημιουργία μιᾶς συστηματικῆς ἐκπαίδευσεως ἀποβλέπουσα κυρίως εἰς τὰς βοηθοὺς τῆς ὑπαίθρου (πρακτικὰς νοσοκόμους).

1.4. Μελέται καὶ ἔρευναι

Τὰ μέσα τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν θὰ ἀξιοποιοῦνται συστηματικῶς κατὰ πᾶσαν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἐρευνῶν, ἢτις ἤθελεν ἀποφασισθῇ παρὰ τῆς Τεχνικῆς καὶ Ἐπιστημονικῆς Ὑποεπιτροπῆς. Τὸ προσωπικόν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν θὰ συμμετέχῃ εἰς τὰς ἐργασίας, αὐτὰς, καθὼς ἐπίσης, ἐν ἀνάγκῃ καὶ οἱ παρακολουθοῦντες τὰ μαθήματα πρακτικῆς ἐκπαίδευσεως.

Αἱ μελέται καὶ ἔρευναι θὰ περιληφθοῦν εἰς τρεῖς τομεῖς τὸν ὑγειονομικόν, τὸν διοικητικόν-ἐκτελεστικόν καὶ τὸν τῆς ἀξιοποιήσεως. Τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν καὶ ἐρευνῶν θὰ ἀναφέρονται εἰς ἐκθέσεις καὶ δημοσιεύσεις αἰτινες θὰ τυγχάνουν μιᾶς ἐνδεδειγμένης διαδόσεως ἢτις ἤθελε κριθῆναι ἡ χρησιμότης.

2. Ὁφελούμενοι : ὁ ἀριθμὸς τῶν ὠφελουμένων θὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἥττον ἐντὸς τῆς πρώτης φάσεως τοῦ προγράμματος τὸν πληθυσμὸν τῆς περιοχῆς τῆς Θεσσαλίας τοῦ ὁποίου ὁ ἀριθμὸς, ὡς καὶ ἡ ἀναλογία μῆτρων καὶ παιδιῶν, ἀναφέρεται εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον (2).

Ὁ ἀριθμὸς τῶν ὠφελουμένων εἰς τὰς ἀκολουθούσας φάσεις θὰ δηλοῦται μεταγενεστέρως.

3. ΧΡΟΝΟΛΟΓΙΚΗ ΚΑΙΜΑΞ ΔΙΑΦΟΡΩΝ ΕΝΕΡΓΕΙΩΝ

Τὰ δεσμευόμενα διὰ τοῦ παρόντος σχεδίου μέρη, κατὰ τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ, ὑποχρεοῦνται νὰ ἐκπληρῶνουν τὰς ἀντιστοιχοῦς ὑποχρεώσεις των, συμμορφούμενα κατὰ τὸν κατωτέρω χρονολογικὸν πίνακα.

1959 : Προετοιμασία τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν, σύστασις τῶν ὡς ἄνω προβλεπομένων ἐπιτροπῶν 1.1.2. ἐκλογή καὶ διορισμὸς τοῦ διευθύνοντος προσωπικοῦ, ἐκπαίδευσις τοῦ προσωπικοῦ τούτου χάρις εἰς ὑποτροφίας τῆς Π.Ο.Υ. μελέτη τῶν διαφόρων σημείων τοῦ προγράμματος παρ' ἑλλήνων εἰδικῶν τῆ βοιωτικῆ συμβούλων ὑποδεικνυομένων παρὰ τῆς Π.Ο.Υ.

1960 : Πρώτη προμήθεια τοῦ ὕλικου καὶ τοῦ ἐξοπλισμοῦ ὑπὸ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ. Ἐξοπλισμὸς, διορισμὸς συμπληρωματικῶν προσωπικοῦ καὶ ἐναρξίς τοῦ πρακτικοῦ καταρτισμοῦ κατὰ πρωτεραιότητα ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τοῦ Νομοῦ Λαρίσης, ἐν συνεχείᾳ δὲ διὰ τὸς ἐτέρους τρεῖς Νομοὺς τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Θεσσαλίας). Ἐφαρμογὴ τοῦ προγράμματος εἰς τὴν Ζώνην ἐπιδείξεως τοῦ Ο.Ε.Σ.Ε. εἰς τὴν Ἡπειρον, (Κόνιτσα, Ζαγόρια, Παρακάλαμος).

Ἐγκατάστασις νέων κινήτων μονάδων εἰς τοὺς νομὰς Θεσπρωτίας Ἰωαννίνων καὶ Αἰτωλίας.

1961 : Καὶ ἐφεξῆς :

Ἐπέκτασις τοῦ προγράμματος εἰς τὴν ὑπόλοιπον Ζώνην τὴν πραγματευομένην ἐν τῷ παρόντι σχεδίῳ ὑπὸ τὰς κατωτέρω ὀριζόμενας συνθήκας.

4. 'Αξιοποίησις : 'Η Κυβέρνησις και ή Π.Ο.Υ. από κοινού θά έγγυηθούσιν τήν υποχρέωσιν τής αξιοποίησεως του παρόντος σχεδίου κατά τήν διάρκειαν τής πραγματοποιήσεώς του. 'Η Κυβέρνησις θά επιζητήσει τήν αξιοποίησιν (του έργου) μετά τήν περίοδον τής διεθνούς συνεργασίας. Τό σχέδιον ένεργειών και όλα τά λεπτομερή μέτρα, τά άποσκοπούσιν εϊς τήν εφαρμογήν του, θά επανεξετασθούσιν και θά τροποποιηθούσιν τή άμοιβαία συγκαταθέσει όσάκις τουτο θά θεωρηται άναγκαϊόν νά γίνηται κατόπιν έκτελέσεως του σχεδίου (προγράμματος).

"Αρθρον 6.

Δοίχησις και κατανομή εϋθύνων.

1. Τό σχέδιον θά έκτελεσθῆ ύπ' εϋθύνηι τής Κυβερνήσεως με τας τεχνικάς συμβουλάς τής Π.Ο.Υ. και τήν υλικήν βοήθειαν τής ΟΥΝΙΣΕΦ.

2. 'Η Π.Ο.Υ. θά αντιπροσωπεύεται υπό του περιφερειακού γραφείου τής Εϋρώπης κατά τήν έκτέλεσιν όλων των ύπηρεσιών, ένεργειών, δικαιοματων και υποχρεώσεων των άπορρουσών δι' αϋτήν εκ του παρόντος σχεδίου, τό προσωριζόμενον δια τό σχέδιον υπό τής Π.Ο.Υ. θά εϊναι δε ύπεϋθυνον πρὸς τήν Π.Ο.Υ. και θά ένεργῆ υπό τόν έλεγχον και τήν διεϋθύνσιν της μέσω του αντιπροσώπου του περιφερειακού γραφείου. Δι' άπαντα τά θέματα τά άφορώντα τήν παροχήν τής τεχνικῆς βοήθειας εν τῇ έκτελέσει του παρόντος σχεδίου δράσεως, ή Π.Ο.Υ. μέσω του αντιπροσώπου του περιφερειακού γραφείου της θά διαπραγματευθῆ μετά του 'Υπουργείου Κοιν. Προνοίας.

"Αρθρον 7.

'Υποχρεώσεις Π.Ο.Υ.

'Η Π.Ο.Υ. αναλαμβάνει τήν υποχρέωσιν νά προβῆ εϊς τήν επιχορήγησιν δια τήν έκτέλεσιν του διευρυνόμενου προγράμματος τής τεχνικῆς βοήθειας, εν ύψει τής οικονομικῆς αναπτύξεως και με τήν επιϋύλαξιν τής οικονομικῆς διαθέσεως των κατωτέρω.

1959 : "Ενα σύμβουλον δια τήν διοίκησιν τής δημοσίας υγείας 2 μήνες.

— ενα σύμβουλον νοσοκομειακῶν φροντίδων (1) ενα μήνα.

— ύποτροφία σπουδῶν : 12 μήνες.

1960 : Σύμβουλοι 6 μήνες (λεπτομέρειαι δίδονται περαιτέρω)

— ύποτροφία σπουδῶν : 4 μήνες.

1961 : Σύμβουλοι : 6 μήνες (λεπτομέρειαι δίδονται περαιτέρω)

— ύποτροφία σπουδῶν 6 μήνες.

"Ετη μεταγενέστερα : θά καθορισθούσιν μεταγενεστέρας.

"Αρθρον 8.

'Υποχρεώσεις τής ΟΥΝΙΣΕΦ

1. 'Η ΟΥΝΙΣΕΦ υποχρεούται νά άποστείλῃ υλικὴν άξιας 75.000 δολ. περίπου και νά προβῆ εϊς τας κάτωθι επιχορηγήσεις.

α) Βασικὸς έφοδιασμὸς υλικού δια τήν προστασίαν μητρότητος και παιδιού. Δια (5) πέντε υγειονομικοὺς σταθμοὺς και 80 άγροτικά και Κοινοτικά Ιατρεία, δια τας παιδιατρικὰς και μαιευτικὰς ύπηρεσίας του περιφερειακού νοσοκομείου Λαρίσης. 'Εξοπλισμὸς, φορητοῦ οδοντιατρείου.

β) 'Εξοπλισμὸς εργαστηρίου. Δια τό περιφερειακὸν εργαστήριον Δημοσίας 'Υγείας Λαρίσης. Συμπληρωματικὸς εξοπλισμὸς δια τὰ τέσσαρα Νοσοκομεία του Νομού.

γ) Μηχανήματα διδασκαλίας και πληροφοριῶν.

Δια τό Κέντρον Φαρσάλων και τήν περιφερειακὴν εδραν Θεσσαλίας δια τήν υγειονομικὴν διαφώτισιν πληθυσμοῦ.

δ) Μεταφορικά μέσα.

4	δχήματα δια τήν επιθεώρησιν τής ζώνης ένεργειῶν
5	" " 5 υγειονομικοὺς σταθμοὺς
4	" " 4 συμπληρωματικὰς κινητὰς μονάδας
2	" " τήν μεταφορὰν άσκουμένων

ε) 'Επιδότησις σπουδῶν. Δια τὰ μαθήματα εϊτινα θά λαμβάνουσι χώραν εϊς τό Κέντρον Φαρσάλων-100 άσκούμενοι δι' ενα μήνα έκαστος, καταβαλλομένων 50 δολ. κατά μήνα.

2. 'Εννοεῖται ότι ή ΟΥΝΙΣΕΦ, θά δύνανται νά προβαίη εϊς συμπληρωματικὰς επιχορηγήσεις (επ' υποβληθεισῶν αίτήσεων. 'Η συνολικὴ συνεισφορά τής ΟΥΝΙΣΕΦ ως προβλέπεται θά ανέλθῃ εϊς 150.000 δολλάρια.

"Αρθρον 9.

'Υποχρεώσεις τής Κυβερνήσεως

1. 'Υπό τήν επιϋύλαξιν των διατάξεων των άρθρων VII και VIII ή Κυβέρνησις θά φροντίξῃ δια τήν πλήρωσιν των θέσεων και προμήθειαν των υλικῶν και θά χορηγῆ τ' άπαιτούμενα χρήματα δια τας τοπικὰς δαπάνας, αἵτινες θά εϊναι άπαραίτητοι δια τήν έκτέλεσιν του σχεδίου και κυρίως :

α) Προσωπικόν : 'Η Κυβέρνησις υποχρεούται νά προσλάβῃ άμα τῇ ενάρξει του σχεδίου τό συμπληρωματικὸν προσωπικόν τό καθοριζόμενον άνωτέρω εν τῷ άρθρῳ V και ιδίαι εν εδάρφ. 1.1.2. και 1.2.3.

'Εξ άλλου υποχρεούται κατά τό έτος 1959 και 1960 όπως πληροῦ κατ' άπόλυτον προτεραιότητα δια καταλλήλου Ιατρικου και παραϊατρικου προσωπικου, τας κενὰς θέσεις αϊ όποια εϊναι δυνατόν νά υπάρξουν εντός του Νομού Λαρίσης και κατόπιν εντός των άλλων νομῶν τής Θεσσαλίας.

'Υπό τας αϋτάς συνθήκας, αϊ κενὰ θέσεις εντός τής ζώνης επεκτάσεως του σχεδίου δέον όπως πληροῦνται βαθμηδόν κατά τὰ έπόμενα έτη.

β) Χώροι : 'Εντός τής πρωταρχικῆς τάσεως του σχεδίου ή Κυβέρνησις υποχρεούται νά πραγματοποιήσῃ τας προμηθειὰς υλικού και τας νέας εγκαταστάσεις ώστε νά εξασφαλίσουν τήν άνετον διάταξιν των χώρων των καθοριζόμενων εν τῷ άρθρῳ V και ιδίαι εν εδάρφ 1.1.2. (γ) και 1.2.3. (εντός τής χώρας).

γ) Προσέλευσις ύποτρόφων πρὸς εκπαιδεύσιν : 'Η Κυβέρνησις υποχρεούται όπως καταβάλῃ τὰ έξοδα ταξειδίου των άσκουμένων εϊς τήν πρακτικὴν εφαρμογήν των άνωτέρω έμφρυνόμενων εϊς τό άρθρον V (1.3.)

2. 'Η Κυβέρνησις θ' αναλάβῃ επίσης :

α) Τὰ έξοδα έναποθηκείσεως και μεταφορῆς εντός του 'Εσωτερικου τής Χώρας του πικνῶς είδους υλικού και επίπλων τής ΟΥΝΙΣΕΦ.

β) Τας άπαραίτητους τηλεφωνικὰς, τηλεγραφικὰς και ταχυδρομικὰς επικοινωνίας.

γ) Τὰ έξοδα καυσίμων και συντηρήσεως και τό κόστος των τεμαχιῶν ανταλλακτικῶν, με τήν επιϋύλαξιν ότι εϊναι δυνατῆ ή προμήθεια τούτων εντός τής Χώρας των προμηθευθέντων παρὰ τής ΟΥΝΙΣΕΦ τροχοφόρων.

δ) Τας σχετικὰς δαπάνας δια τας προβλεπομένας εϊς τό πρόγραμμα δημοσιεύσεις.

ε) Τας προσθέτους δαπάνας αἵτινες θ' άπαιτηθούσι δια τήν καλήν έκτέλεσιν του προγράμματος.

3. 'Η Κυβέρνησις θά παρέχῃ εϊς τό Διεθνές προσωπικόν τό άποστελλόμενον υπό τής Π.Ο.Υ.

α) Τὰ Γραφεία, τὰ επίπλα εν γένει, τό υλικὸν γραφείων και τό άναγκαϊόν προσωπικόν τής Γραμματείας.

β) Τὰ μεταφορικά μέσα πρὸς χρῆσιν και μετακίνησιν των 'Υπηρεσιῶν εϊς τό 'Εσωτερικόν τής Χώρας, εϊτινα περιλαμβάνουν τήν μεταφορὰν και επιστροφήν από του τόπου διαμονῆς εϊς τόν τόπον τής εργασίας.

γ) 'Επίσχυσιν δια τήν άπόκτησιν καταλλήλων οικημάτων διαμονῆς, δια τήν περίοδον των επισήμων εργασιῶν εντός τής Χώρας.

δ) Πάσας τας άλλας διευκολύνσεις δια τας όποιας ή Κυβέρνησις και αϊ συμβαλλόμεναι 'Οργανώσεις ζήθελον συμφωνήσει.

4) 'Εκθέσεις τής Κυβερνήσεως. 'Η Κυβέρνησις θά γνωστοποιῆ πρὸς τήν Π.Ο.Υ. και ΟΥΝΙΣΕΦ, τας πραγματοποιηθείσας προόδους κατά τήν έκτέλεσιν του Σχεδίου. Πρὸς τόν σκοπόν τουτον, αϊ άναγκαϊαι εκθέσεις θά

συντάσσονται περιοδικῶς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως, ἢ ἐξ ἑνόματός της καὶ θὰ ὑποβάλλονται πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

5) Δημοσιεύσεις. Ἡ Κυβέρνησις, ἢ Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ θὰ συμβουλευόμενοι ὅσον ἀφορᾷ τὴν δημοσίευσιν τόσον ἐπὶ τοῦ Ἐθνικοῦ ὅσον καὶ τοῦ Διεθνoῦς σχεδίου, τὰ συμπεράσματα καὶ τὰς ἐκθέσεις αἰτινες συνετάχθησαν ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τοῦ σχεδίου.

6) Συνέχισις τοῦ σχεδίου. Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ παρέχῃ πρώτην προτεραιότητα τοῦ σχεδίου τούτου, ἐν τῇ αἰτήσῃ συνολικῆς βοήθειας τὴν ὁποίαν θὰ ὑποβάλῃ ἐτησίως ἐν τῷ πλαίσῳ τοῦ εὐρέως προγράμματος τεχνικῆς βοήθειας, καὶ τοῦτο θὰ πράττῃ ἐπὶ τόσον χρόνον, ἔφ' ὅσον ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ.

Ἐφ' ὅσον ἡ παρεχομένη βοήθεια ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ, θὰ ἔχῃ τελειώσει, ἡ Κυβέρνησις θὰ συνεχίσῃ τὸ πρόγραμμα ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν διαθεσίμων μέσων.

7) Μέσα ἀξιοποιήσεως. Ἡ Κυβέρνησις θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Π.Ο.Υ., τὰ σχετικὰ μέσα, δι' ὧν, θὰ προέλθῃ εἰς ἐκτίμησιν (τοῦ ἔργου) ἐφ' ὅσον τοῦτο θὰ εἶναι ἀναγκαῖον, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς στατιστικῆς πληροφορίας καὶ ἄλλων, ὡς καὶ τῆς βοήθειας τῶν Στατιστικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ ἄλλων Κυβερνητικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ τὴν χρῆσιν τῶν ἐγκαταστάσεων τῶν.

8) Δαπάναι τῆς Κυβερνήσεως. Αἱ δαπάναι τῆς Κυβερνήσεως διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν εἰλημμένων ὑπ' αὐτῆς ὑποχρεώσεων ἐν τῷ πλαίσῳ τοῦ παρόντος σχεδίου θὰ ἐκτιμῶνται εἰς δραχ. εἴτε εἰς \$ Η.Π.Α.

Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται ὡς ἐγγράφῃ τὰς ἀναλόγους πιστώσεις εἰς τὸν προϋπολογισμόν της, καὶ ὕλην τὴν διάρκειαν τοῦ σχεδίου.

Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται ὡς παρέχῃ πρὸς τὴν ΟΥΝΙΣΕΦ ἅμα τῇ λήξει ἐκάστης οἰκον. χρήσεως, ἐπὶ τῆς ὁποίας ἐκτείνεται ἡ περίοδος τῆς ἐκτελέσεως τοῦ προγράμματος, μίαν κατάστασιν δεόντως ἐπικυρωμένην ἀφορώσαν τὰς δαπάνας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ σχεδίου.

*Ἄρθρον 10.

Τελικὰ δικτάξεις.

1. Τὸ παρὸν σχέδιον ἐνεργειῶν θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς του παρὰ τῶν Μερῶν. Τοῦτο θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς διακοπῆς τῆς Διεθνoῦς βοήθειας τῆς παρεχομένης ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ, ἥτις θὰ περιλαμβανῇ τὴν ἀναγκαιοῦσαν περίοδον διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν σχετικῶν συζητήσεων διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τῆς βοήθειας ταύτης.

2. Τὸ παρὸν σχέδιον ἐνεργειῶν δύναται νὰ τροποποιηθῇ κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν Μερῶν.

3. Ἐφ' ὅσον ἡ ἐκτέλεσις τοῦ σχεδίου θὰ ἔχῃ τελειώσει ἢ μεταβίβασις τοῦ ὕλικου καὶ τῶν προβλεπομένων ἄλλων ἀντικειμένων, ἐν ταῖς ἔροις τοῦ ἄρθρου VIII τοῦ παρόντος σχεδίου ἐνεργειῶν καὶ τῶν ὁποίων τὴν κτῆσιν θὰ καθορίσῃ ἡ ΟΥΝΙΣΕΦ, ὅ' ἀποφασισθῇ διὰ μιᾶς κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ συμφῶνως τοῖς κανονισμοῖς καὶ ἀρχαῖς.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι ἔδωκε δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν σχέδιον συνεργασίας. Τὸ παρὸν συνετάχθη Γαλλιστὶ εἰς ἐξαπλοῦν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Νοεμβρίου 1959

Α. ΣΤΡΑΤΟΣ

Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ

ΗΛ. ΜΑΥΡΟΥΛΙΔΗΣ

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν

Ἐν Κοπενγάγη 20 Νοεμβρίου 1959 Σ. Χίσελβιν

Διὰ τὴν Παγκόσμιον Ὄργανωσιν Ὑγείας

Ἐν Νεϊγύ-ἑνρ-Σαίν 25 Νοεμβρίου 1961

Διὰ τὸ Κεφάλαιον Ἡνωμ. Ἐθνῶν

Διὰ τὴν Παιδικὴν Ἡλικίαν

CHARLESEGGR

ΕΣΣΕΡΑΣ ΕΓΞΕΡ

*Ἄρθρον 2.

Κυροῦνται ἀφ' ἧς ἐξεδόθησαν καὶ ἔχουσι πλήρη ἰσχὺν νόμου αἱ κάτωθι πράξεις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου.

Α'.

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθμ. 91 τῆς 26 Μαΐου 1960 (Φ.Ε.Κ. 76] 9-6-60) ἀπερὶ συστάσεως θέσεων προσωπικοῦ διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὼν ὑπ' ὄψιν.

α) Τὴν ἀπὸ 25-11-1959 συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἀφ' ἐνός καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὄργανώσεως Ὑγείας καὶ UNICEF ἀφ' ἑτέρου ἀπερὶ ἰδρύσεως Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος ἐν Ἑλλάδι (Πειραματικὴ Ζώνη Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι).

β) Σχετικὴν πρότασιν τοῦ ἐπὶ τῆς Κοιν. Προνοίας Ὑπουργοῦ.

γ) Τὰς δικτάξεις τοῦ Ν. 5127]31, ἀποφασίζουσαι :

1. Ἐγκρίνει τὴν σύστασιν τῶν κάτωθι θέσεων προσωπικοῦ διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς ἀνωτέρω Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος (Π.Υ.Μ.) ἐπὶ συμβάσει σχέσεως ἐργασίας Ἰδιωτικοῦ Δικαίου.

α) Ἐπιστημονικὸν προσωπικόν.

Ἴατροι διαφόρων ἐιδικοτήτων μέχρις ἑκτῶ (6) κατ' ἀνώτατον ἔριον, ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 3φ ἢ 2φ.

β) Διοικητικὸν προσωπικόν.

Ὑπάλληλοι Β'. Κατηγορίας, Ἐπόπται Ἐξυγιάνσεως, Λογισταί, Γραφεῖς, Διευθυντοὶ, ὀδηγοὶ αὐτοκινήτων, Τεχνικοὶ Ἐργαστηρίων μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ εἴκοσι πέντε (25) καὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 10φ ἢ 9φ.

γ) Βοηθητικὸν Προσωπικὸν Γ'. Κατηγορίας.

Μάγειροι, τραπεζοκόμοι, βοηθοὶ μαγειρῶν, μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ πέντε (5) καὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 10φ ἕως 7φ διὰ τοὺς μαγειροὺς καὶ ἐπὶ βαθμοῖς 11φ ἕως 10φ διὰ τοὺς λοιποὺς.

δ) Ὑπηρετικὸν Προσωπικὸν Γ'. Κατηγορίας.

Καθαριστριχοὶ, κλητῆρες, φύλακες, μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ πέντε (5) καὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 12φ ἕως 11φ.

2. Ἐγκρίνει ὅπως δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ παρέχεται ἡ εὐχέρεια πληρώσεως τῶν ἀνωτέρω θέσεων, ἀναλόγως τῶν ἐκάστοτε παρουσιάζομένων ἀναγκῶν.

3) Ἐγκρίνει τὴν γενομένην ἤδη πρόσληψιν ἀπὸ 12-12-59 ἐντὸς τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνωτέρω θέσεων, ἐνός Μικροβιολόγου Ἴατροῦ, δύο Διοικητικῶν ὑπαλλήλων (Γραφείων-Διευθυντοῦ) ἐνός Τεχνικοῦ Ἐργαστηρίου καὶ ἐνός Κλητῆρος.

4) Ἐγκρίνει ὅπως δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ παρέχεται :

α) Εἰς τὸ ἐν παρ. 1α ἐπιστημονικὸν προσωπικὸν τὸ ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ Ν. Δ. 2592]1953 προβλεπόμενον ἐπίδομα.

β) Εἰς τὸ λοιπὸν προσωπικὸν ὡς καὶ εἰς τὸ παρέχον τὰς ὑπηρεσίας του διὰ τὴν ἐπιτυχῆ ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος τοιοῦτον, πέραν τοῦ ὡς ἀνω ἀναφερομένου, δύναται νὰ παρέχωνται ἀμοιβαὶ καὶ ἐξόδα κινήσεως κατ' ἀποκοπὴν καθοριζόμενα διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Κοινωνικῆς Προνοίας καὶ Οἰκονομικῶν.

5) Ἐγκρίνει ὁμοίως ὅπως δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ διατίθενται τὰ ἐκ τῶν ἐγκεκριμένων πιστώσεων ἀπαραίτητα κονδύλια, δι' ἐξόδα πρώτης ἐγκαταστάσεως τῆς Π.Υ.Μ. δι' ἐξόδα λειτουργίας καὶ συντηρήσεως αὐτῆς δι' ἐξόδα περιμελείας τοῦ πάσης φύσεως ὕλικου, ἀπαραίτητου διὰ τὴν ὁμαλὴν λειτουργίαν

της ανωτέρω Μονάδος, ως και διά δαπάνας συντηρήσεως και λειτουργίας των εις ταύτην παραχωρουμένων αυτοκινήτων υπό της UNICEF.

6) Έγκρινει ομοίως την έκδοσιν προσωρινού εντάλματος εκ δραχμών ενός εκατομμυρίου πεντακοσίων χιλιάδων (1.500.000) διά την αντιμετώπισιν των ανωτέρω πάσης φύσεως δαπανών.

Η έκδοσις του ανωτέρω προσωρινού χρηματικού εντάλματος θέλει γίνη επ' όνόματι του Τμηματάρχου Υπουργείου Κοινωνικής Προνοίας Γεωργίου Κ. Καραχάλιου, θά τακτοποιηθῆ δὲ διά συμφηριστικῆς ἐξοφλήσεως τῶν ἐκδοθησομένων τακτικῶν χρηματικῶν ἐντάλματων εἰς βάρους τῆς ἐν τῷ προϋπολογισμῷ οἰκον. ἔτους 1960 Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἐγγεγραμμένης πιστώσεως, μετὰ τὴν νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης πράξεως τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου γενησομένην μερίμνη τοῦ Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογαριασμοῦ τοῦ προσωρινοῦ ἐντάλματος ὀρίζεται ἡ 31η Ἰανουαρίου 1961.

7) Ἐκ τοῦ προϊόντος τοῦ ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δύναται νὰ μεταβιβάζωνται ἐπὶ μέρους κονδύλια εἰς ἕτερον ὑπόλογον, ὀριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ κ. Υπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας.

8) Ἐγκρίνει ὡσαύτως ὅπως εἰς βάρους τοῦ προϊόντος τοῦ ἐν λόγῳ προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διατίθενται κατόπιν ἀποφάσεως τῶν Υπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας, τὰ ἀπαιτούμενα ποσὰ διὰ τὴν αντιμετώπισιν πάσης φύσεως δαπανῶν μὴ ρητῶς ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ πράξει τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐφ' ὅσον προβλέπονται ὑπὸ τῆς ἐν προοιμίῳ τῆς παρούσης ἀναγραφόμενης συμφωνίας.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθμ. 91 παροῦσαν πράξιν του, κυρωθησομένην νομοθετικῶς μερίμνη τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργοῦ.

Β'.

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθμ. 44 τῆς 20 Μαρτίου 1961 (ΦΕΚ. 58] 5-4-61) «περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως χρηματικοῦ ἐντάλματος διὰ τὴν αντιμετώπισιν τῶν περὶ ὧν ἡ ὑπ' ἀριθμ. 91] 1960 Πρᾶξις τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου δαπανῶν».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν :

α) Τὴν ἀπὸ 25-11-1959 Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὄργανώσεως Ὑγείας καὶ UNICEF ἀφ' ἑτέρου περὶ ἰδρύσεως Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος ἐν Ἑλλάδι (Πειραματικὴ Ζώνη Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι).

β) Σχετικὴν πρότασιν τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργοῦ.

γ) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 5127]31, Ἀποφασίζει :

1) Τὴν ἐκδοσιν προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος ἐκ δραχμῶν ἐνὸς εκατομμυρίου (1.000.000) διὰ τὴν αντιμετώπισιν τῶν περὶ ὧν ἡ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πρᾶξις τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου δαπανῶν.

Ἡ ἔδοσις τοῦ ανωτέρω χρηματικοῦ ἐντάλματος θέλει γίνη ἐπ' όνόματι τοῦ Τμηματάρχου Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας Γεωργίου Κ. Καραχάλιου, θά τακτοποιηθῆ δὲ διά συμφηριστικῆς ἐξοφλήσεως τῶν ἐκδοθησομένων τακτικῶν χρηματικῶν ἐντάλματων εἰς βάρους τῆς ἐν τῷ προϋπολογισμῷ οἰκον. ἔτους 1961, Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἐγγεγραμμένης πιστώσεως, μετὰ τὴν Νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης πράξεως τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου γενησομένην μερίμνη τοῦ Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογαριασμοῦ τοῦ προσωρινοῦ ἐντάλματος ὀρίζεται ἡ 31 Ἰανουαρίου 1962.

2) Ἐκ τοῦ προϊόντος τοῦ ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δύναται νὰ μεταβιβάζωνται ἐπὶ μέρους κονδύλια εἰς ἕτερον ὑπόλογον, ὀριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ Υπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας.

3) Ἐγκρίνει ὡσαύτως ὅπως εἰς βάρους τοῦ προϊόντος τοῦ ἐν λόγῳ προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διατίθενται κατόπιν κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Υπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας τὰ ἀπαιτούμενα ποσὰ διὰ τὴν αντιμετώπισιν πάσης φύσεως δαπανῶν μὴ ρητῶς ἀναφερομένων ἐν τῇ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πρᾶξις τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐφ' ὅσον προβλέπονται ὑπὸ τῆς ἐν προοιμίῳ τῆς παρούσης ἀναγραφόμενης συμφωνίας.

Ἡ παρούσα πρᾶξις κυρωθήσεται νομοθετικῶς μερίμνη τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργοῦ.

Γ'.

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθμ. 150 τῆς 5 Ὀκτωβρίου 1961 (Φ.Ε.Κ. 200]20-10-61) «περὶ ἐκδόσεως προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διὰ τὴν αντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν τῆς Πειραματικῆς Ζώνης Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν :

α) Τὴν ἀπὸ 25-11-59 συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὄργανώσεως Ὑγείας καὶ UNICEF ἀφ' ἑτέρου περὶ ἰδρύσεως Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος ἐν Ἑλλάδι (Πειραματικὴ Ζώνη Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι).

β) Σχετικὴν πρότασιν τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργοῦ.

γ) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 5127]31 καὶ

δ) Τὴν ὑπ' ἀριθμ. 222776]ἀπὸ 29-9-61 πρότασιν τοῦ Υπουργείου Οἰκονομικῶν (Γ.Λ.Κ.) ἀποφασίζει :

1) Τὴν ἐκδοσιν προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος ἐκ δραχμῶν ἑξακοσίων χιλιάδων (600.000) διὰ τὴν αντιμετώπισιν τῶν περὶ ὧν ἡ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πρᾶξις τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου δαπανῶν.

Ἡ ἐκδοσις τοῦ ανωτέρω χρηματικοῦ ἐντάλματος θέλει γίνη ἐπ' όνόματι τοῦ Τμηματάρχου Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας Γεωργίου Κ. Καραχάλιου, θά τακτοποιηθῆ δὲ διά συμφηριστικῆς ἐξοφλήσεως τῶν ἐκδοθησομένων τακτικῶν χρηματικῶν ἐντάλματων εἰς βάρους τῆς ἐν τῷ προϋπολογισμῷ οἰκον. ἔτους 1961 Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἐγγεγραμμένης πιστώσεως μετὰ τὴν νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης πράξεως τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου γενησομένην μερίμνη τοῦ Υπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογαριασμοῦ προσωρινοῦ ἐντάλματος ὀρίζεται ἡ 31 Ἰανουαρίου 1962.

2) Ἐκ τοῦ προϊόντος τοῦ ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δύναται νὰ μεταβιβάζωνται ἐπὶ μέρους κονδύλια εἰς ἕτερον ὑπόλογον, ὀριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ Υπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας.

3) Ἐγκρίνει ὡσαύτως ὅπως εἰς βάρους τοῦ προϊόντος τοῦ ἐν λόγῳ προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διατίθενται κατόπιν κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Υπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας τὰ ἀπαιτούμενα ποσὰ διὰ τὴν αντιμετώπισιν πάσης φύσεως δαπανῶν μὴ ρητῶς ἀναφερομένων ἐν τῇ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πρᾶξις τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐφ' ὅσον προβλέπονται ὑπὸ τῆς ἐν προοιμίῳ τῆς παρούσης ἀναφερομένης συμφωνίας.

Ἡ παρούσα πρᾶξις κυρωθήσεται νομοθετικῶς μερίμνη τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Υπουργοῦ.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τοὺς ἐν τῇ ἀλλοδαπῇ ἀποσταλέντας καὶ ἀποσταλλόμενους πρὸς μετεκπαίδευσιν, ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προγραμμάτων τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος, μονίμους καὶ ἐπὶ συμβάσει ὑπαλλήλους τοῦ Υπουργείου Κοιν. Προνοίας ὡς καὶ Ἑπαλλήλους Νοσηλευτικῶν Ἰδρυμάτων Ν. Δ. 2592]53, Ἀγροτικῶν καὶ Κοινωνικῶν Ἰατρειῶν καὶ Ὑγειονομικῶν Σταθμῶν, τοὺς ὑπ' οἰκονομικῶν σχέσιν ἐργασίας ὑπερτερούντας εἰς τὰς ἐν λόγῳ ὑπὴρ-

ρεσίας και ιδρύματα, παρέχονται εν Ελλάδι κατά τὸν χρόνον τῆς μετεκπαιδύσεως αὐτῶν, πλὴν τῶν τακτικῶν ἀποδουχῶν των, τὰ πάσης φύσεως ἐπιδόματα τὰ παρεχόμενα αὐτοῖς κατὰ τὴν ἐν τῇ ἡμεδαπῇ ἐκτέλεσιν τῆς ὑπηρεσίας των.

* Ἀρθρον 4.

Εἰς τὰς θέσεις τῆς παραγράφου 1 τῆς κυρουμένης ὡς ἄνω ὑπ' ἀριθ. 91)26.5.60 πράξεως, προστίθενται αἱ κάτωθι θέσεις:

Εἰς τὰς ὑπὸ στοιχεῖον α' :

Τέσσαρες (4) ἰατροὶ ἐξ ὧν 2 ὀδοντίατροι καὶ 2 φυματιολόγοι, εἰς (1) χημικός, εἰς (1) βιοστατιολόγος καὶ εἰς (1) ψυχολόγος.

Εἰς (1) Ὑγιεινολόγος μηχανικός ἐπὶ ἀποδοχαῖς μονίμου μηχανικοῦ τῶν Ὑπηρεσιῶν Δημοσίων Ἔργων βαθμοῦ 3ου ἢ 2ου καὶ δύο (2) λογισταὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 7ου ἢ 6ου.

Ὑπὸ στοιχεῖον ε' Νοσηλευτικὸν Προσωπικόν :

Πέντε (5) ἐπισκέπτρια ἀδελφαί, μία (1) μαία, προσλαμβάνομένης ἐπὶ ἀποδοχαῖς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 9ου ἕως 7ου καὶ ἑννέα (9) βρεφονόμοι ἢ ἀδελφοὶ νοσοκόμοι ἀπόφοιτοι σχολῶν τριτοῦς φοιτήσεως ἐπὶ ἀποδοχαῖς μονίμου

διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 9ου ἕως καὶ 7ου καὶ ἐν ἑλλείψει, πρακτικαὶ ἀδελφαὶ νοσοκόμοι ἐπὶ ἀποδοχαῖς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 11ου ἕως καὶ 9ου.

Ἐν Κερκύρα τῇ 26 Αὐγούστου 1962

**ΠΑΥΛΟΣ
Β.**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

**Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ,
Γ. ΡΑΛΛΗΣ, ΓΡ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ, ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ, Π.
ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Κ.
Μ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Ι. ΜΠΟΤΤΟΣ,
Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, ΑΘ. ΤΑΛΙΑΔΟΤΡΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Αὐγούστου 1962

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἔτησ' α συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηστικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	400
2. » » » Β'.....	»	250
3. » » » Γ'.....	»	200
4. » » » Δ'.....	»	400
5. » » Παράρτημα.....	»	200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	500
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.».....	»	300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας.....	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία.....	»	2.00

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἕμισυ τῶν ἠνωτέρω συνδρομῶν.

Υπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογουσι τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	20.-
2. » » » Β'.....	»	12,50
3. » » » Γ'.....	»	10.-
4. » » » Δ'.....	»	20.-
5. » » Παράρτημα.....	»	10.-
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	25.-
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.».....	»	15.-
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας.....	»	10.-
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη.....	»	100.-

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἔνω, ἐκτός εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.		
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων.....	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων.....	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939.....	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων.....	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν.....	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν.....	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν.....	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων.....	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν.....	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων.....	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.....	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων.....	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5 ο/ο.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰς πράξεως, ὅπερ μεριμνῆ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύναται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἠνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ